ISSN 0024-7650

Dans 4 semaines la fête LO-LCR
les 21-22-23 mai à Presles (Val d'Oise)

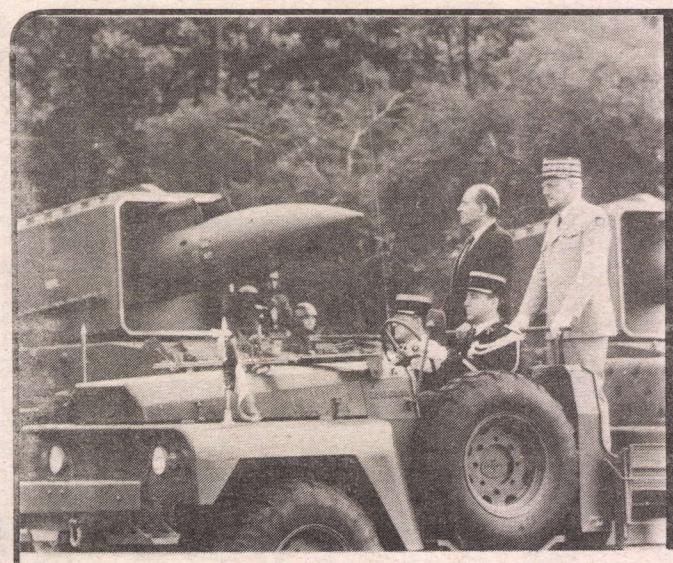
lutte ouvrière

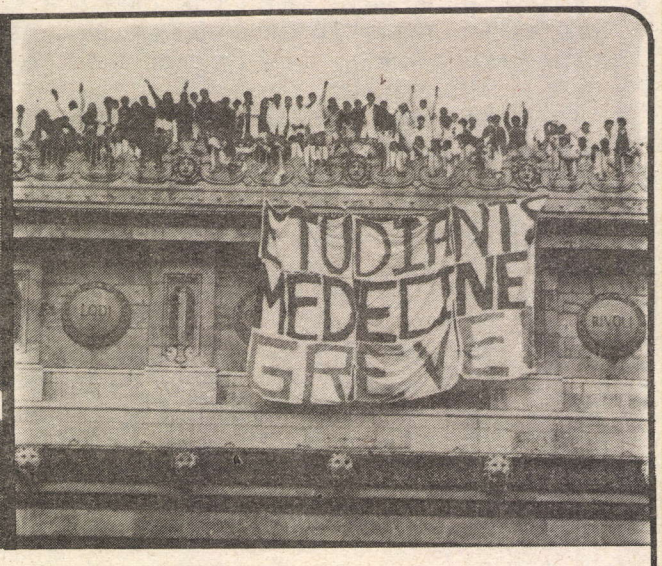
Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 777 - 23 avril 1983 - prix : 6 F

Supplément commun Rouge Lutte Ouvrière

4 pages centrales

Austérité : le Marchais-Delors plus stable que jamais !





• Budget militaire : Hernu programme l'expansion P. 7

• P.C.F. : pas de discussion, on est au gouvernement, on y reste. P. 3

• La grève des internes des hôpitaux P. 20

M 6189 - 777 - 6 F

sommaire

Dans le monde

Page 8 :
— **Pologne : Jaruzelski et la mémoire du ghetto.**
— **Hongrie : Kadar va mettre la population à la diète.**
Page 13 :
— **Comment le Crédit Agricole « aide » les paysans togolais.**
— **Seveso : les multinationales au-dessus des lois.**

En France

Page 4 :
— **Les sources de Mauroy.**
— **Badernes à Baden.**
Page 5 :
— **Comment cacher ce chômage.**
— **L'art de comptabiliser les chômeurs.**
Page 6 :
— **Rocard : le Chirac de la gauche ?**
— **Canons à vendre : n'oubliez pas le service !**
Page 7 :
— **Budget militaire : Hernu programme l'expansion.**
— **Gattaz : la voix patronale du gouvernement.**
— **La loi Peyrefitte renaît de ses cendres.**
Pages 14 et 15 :
— **Dans les entreprises : Hôtel-Dieu de Clermont-Ferrand ; CFR Le Havre ; Assurance L'Europe ; CCP La Source ; tri postal PLM Paris ; SKF Ivry ; Arsenal de Lorient ; Lussac-les-Châteaux ; Jeumont-Schneider Lyon.**
Pages 9 à 12 : **SUPPLÉMENT COMMUN ROUGE -LUTTE OUVRIÈRE.**
- **A bas l'austérité !**
- **Un débat sur l'intervention des révolutionnaires dans la classe ouvrière.**
- **Fête commune de LO-LCR.**

Culture

Pages 16 et 17 :
— **Livres :**
- **Il y a 40 ans, l'insurrection du ghetto de Varsovie : *Mémoires du ghetto de Varsovie* de Marek Edelman ; à lire ou à relire : *La muraille* de John Hersey ; *Au nom de tous les miens* de Martin Gray.**
- **Pays de l'Est : *L'artiste d'Etat* de Miklos Haraszti ; *Le saxophone basse* de J. Skvorecky ; *L'opposition dans les pays du « socialisme réel »* de F. Claudin.**

Pages 18 et 19 :
— **Films : *Le dernier combat ; La ultima cena ; Le choix de Sophie.***
— **Variétés : soirée avec Jacques Douai.**
— **Théâtre : *Maman N et Maman F* par le Théâtre du Campagnol.**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Les Marchés de France

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Dans notre courrier

Des travailleurs de Belfort nous ont écrit la lettre suivante, à la suite du suicide d'un de leurs camarades. Il avait travaillé plusieurs années chez Peugeot. en avait été licencié. s'était retrouvé au chômage, avant de faire un stage de FPA qui ne lui a pas permis de trouver de travail. Il vivait seul, dans un foyer, et était sans ressources...

« Chers camarades,

Jeudi dernier, au foyer AMAT du Mont, à Belfort, notre camarade Farah Mohamed s'est pendu. Il a laissé la lettre suivante :

« Adieu ma vie. Adieu ma misère.

Je m'appelle Farah Mohamed, j'ai décidé de mettre fin à mes jours, la vie m'est devenue insupportable ».

Victime du chômage, notre cher ami a pris la décision fatale. Il n'a pas pu se battre, il n'a pas trouvé d'issue pour sa situation misérable. Toutes les portes se sont fermées devant lui, aucune solution. Après un stage à l'AFPA en maçonnerie et un CAP de maçon entre les mains, notre camarade n'a pas trouvé de débouché. La société le rejette, sa fierté a dominé, en lui donnant le coup de grâce.

Adieu Farah, nous n'allons pas t'oublier. »

A.E.

ESPAGNE

Ratissage policier dans le quartier populaire de Pilar à Madrid

Mercredi 6 avril, le quartier populaire de Pilar, dans la banlieue nord de Madrid, a été investi par 600 policiers en uniforme et en civil qui ont ratissé cette zone pendant toute la journée, sous prétexte de rechercher un commando de l'ETA soupçonné d'avoir enlevé un ami intime du roi, le financier Diego Prado. La police est entrée dans tous les édifices et a fouillé tous les logements qui lui paraissaient suspects, après avoir interrogé les concierges. Pour ce faire, les flics avaient des mandats de perquisition signés en blanc et sur lesquels il suffisait d'inscrire le nom et l'adresse de celui qui oserait refuser de les laisser pénétrer dans sa maison. De toute évidence, cette opération ne visait pas seulement la libération du financier disparu mais surtout à obtenir des renseignements et des informations sur certains habitants du quartier, puisque les logements fouillés étaient de préférence ceux où les locataires *« recevaient de fréquentes visites »*. De plus, les policiers avaient sur eux un jeu de photos de 60 membres de l'ETA et de 9 du GRAPO, photos qu'ils montraient aux gens pour voir s'ils reconnaissaient quelqu'un.

De fait, une opération de cette envergure est sans précédent en Espagne depuis de nombreuses années. Et il a fallu justement que les socialistes soient au gouvernement pour qu'un quartier de 75 000 habitants soit passé au peigne fin par la police. Le plus inquiétant, c'est que le ministre de l'Intérieur considérait, le jour suivant, qu'il s'agissait là *« d'une pratique policière normale et que cela pourra se reproduire dans d'autres quartiers de la capitale »*. Il confirmait quelques jours après que *« ces opérations seront renouvelées chaque fois que nous l'estimerons nécessaire »*.

Comme l'écrivait le journal *El Pais* le 7 avril, le ministre de l'Intérieur du gouvernement socialiste *« a réussi à surpasser les prouesses de répression massive dans la rue de n'importe lequel de ses prédécesseurs dans cette charge »*.

Gabriel CATALA

DUR METIER DE MINISTRE

• Charles Rocard ?

« C'est encore mieux que Michel Rocard devant la FNSEA », s'est exclamé le ministre communiste Charles Fiterman, sous les applaudissements des quelque 250 délégués du congrès CGT de la fédération CGT des transports devant qui il parlait. Un public qui, en principe, devrait lui être acquis... mais devant lequel il a, malgré tout, été contraint de justifier la participation au gouvernement, comme si cette dernière n'aurait pas dû aller de soi.

C'est que, si en séance publique les militants CGT n'ont pas marchandé leurs applaudissements à Fiterman, il est aussi probable — et le ministre a l'air de s'en douter — qu'au fond d'eux-mêmes ils devaient avoir du mal à digérer le plan d'austérité de Delors soutenu par Fiterman. Et ce dernier ferait bien de ne pas accorder aux applaudissements qu'il a reçus plus de valeur qu'ils n'en ont. Libre à Fiterman de préférer Rocard à Edith Cresson comme modèle. Mais, pour poursuivre la comparaison avec le monde paysan, le ministre devrait savoir qu'il n'y a parfois pas loin du geste de la main pour applaudir à celui du lancer de la tomate...

• Ministère du rêve ?

Une certaine Mme Bouton vient de décrocher une place de rêve : *« Conseillère en éducation sur le sommeil »*... au ministère de la Santé ! Bien que l'étendue — si l'on ose dire — de ses fonctions soit encore un peu brumeuse.

On se doute un peu de cette nouvelle et originale mission : mettre au point une méthode qui permette aux citoyens de s'accommoder du chômage, de la hausse des prix et des mesures de rigueur... comme dans un rêve. Noble fonction !

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Austérité :

Le Marchais Delors plus stable que jamais

JACQUES Delors a donc annoncé cette semaine que le premier plan d'austérité n'était pas suffisant, qu'il faudrait un tour de vis supplémentaire. Que ça allait faire mal. Que nous allions *« traverser six mois difficiles »*, que des *« drames psychédéliques s'en suivront »*, et qu'il fallait *« réapprendre les vertus de la société rurale »*, comme il y a 50 ou 100 ans sans doute !

Cela n'a pas traîné. Une semaine après les municipales, le gouvernement avait annoncé les premières mesures d'austérité. Deux semaines après, il s'est fait voter par l'Assemblée la possibilité de recourir aux ordonnances pour imposer à la population laborieuse, sans même passer par le Parlement, les prochaines mesures. Autrement dit, il a obtenu les pleins pouvoirs, à l'unanimité des voix socialistes et communistes, pour mener, en cette période de crise économique, la guerre économique et sociale contre les travailleurs. Et la suite va vite arriver.

La politique « sociale » du gouvernement ? Le gouvernement n'en parle même plus. C'était bon pour les discours de Mauroy avant les municipales. Désormais, c'est Delors qui monopolise la parole. Il annonce froidement qu'il va y avoir rapidement 100 000 chômeurs de plus, qu'il n'y aura plus de créations d'emplois chez les fonctionnaires, qu'il faudra faire de nouvelles économies sur la Sécurité sociale, etc.

Delors gouverne dans l'intérêt de la bourgeoisie, et il lui faut bien trouver quelque part l'argent pour les capitalistes, ces 830 milliards de francs par exemple, qui vont être consacrés à l'armement pour les cinq ans à venir et que l'on va investir surtout dans les armements nucléaires afin d'assurer les profits des fabricants d'armements.

Voilà donc Delors, plus Barre que jamais, qui nous annonce de la sueur et des larmes plus ou moins psychédéliques. Du temps de Barre, les syndicats et les partis de gauche auraient appelé les travailleurs à défiler dans la rue, à une journée de grève nationale. Au temps de Delors, la CGT se fait toute petite, appelle le plus discrètement possible à quelques actions dispersées, et la CFDT en redemande. Les dirigeants du PS, eux, prônent tous l'austérité, certains ayant un faible pour le blocage des salaires, d'autres pour l'augmentation de la TVA... Quant au PCF, il a choisi lors de son dernier comité central d'apporter son soutien actif et enthousiaste au gouvernement actuel ! Ça va être dur, ça va être triste, dit Delors. Nous sommes heureux et contents répond Georges Marchais, en dressant un tableau idyllique du bilan gouvernemental.

C'est que, depuis quinze jours, le Parti Communiste prône le *« socialisme aux couleuvres de la France »*, comme dit *Le Canard Enchaîné.* Mais les couleuvres de l'austérité et des ordonnances sont restées dans la gorge de la plupart des militants communistes. Et si Marchais prétend qu'il *« n'a pas à rougir du bilan du gouvernement »*, les militants communistes, eux, commencent à avoir trop souvent l'occasion de rougir des reniements de leurs dirigeants. Et beaucoup parmi eux n'ont pas le même moral que Marchais et préfèrent se taire, éviter leurs camarades de travail, plutôt que d'avoir à justifier l'injustifiable.

« Il faut aller aux gens », voilà le nouvel objectif que propose Marchais aux militants de son parti. Mais quels gens ? *« Si nous continuons à parler pour l'ouvrier modèle 1917, rectifié 1936, nous ne parlerons plus à personne »*, a dit Marchais devant le comité central du PC. Les militants du Parti Communiste auraient-ils pour consigne d'aller vers les gens qui ne sont pas menacés par l'austérité et la crise ? Doivent-ils se détourner des travailleurs quand le gouvernement menace de faire régresser le niveau de vie au modèle 1936 et qui sait, au modèle 1917 ?

Le voilà donc, ce PCF rectifié 1983, reniant ses luttes passées comme ses militants les plus dévoués à la cause ouvrière, la cause des plus humbles et des plus pauvres, des plus menacés. Faut-il que les militants ouvriers soient mariés à vie avec des dirigeants qui renient leur classe ?

C'est bel et bien une offensive anti-ouvrière que le gouvernement actuel vient de mettre en branle. Et il faudra bien que les travailleurs rendent les coups. Il faudra bien qu'ils se mettent en colère s'ils veulent se protéger, même si les dirigeants de leurs organisations traditionnelles se placent dans le camp d'en face, comme la direction du PCF le fait aujourd'hui.

Et à ce moment-là, l'ensemble des travailleurs auront bien besoin que les militants cégétistes et communistes qui vivent et travaillent à leurs côtés relèvent le drapeau des luttes de 1936 comme celui de la révolution de 1917. Et c'est pourquoi, dès aujourd'hui, les militants et les sympathisants communistes consternés par la politique de leurs dirigeants ont mieux à faire que de rager en silence.

Arlette LAGUILLER

Le PCF au gouvernement :

« J'y suis, j'y reste »

« Début d'une remontée » pour ce qui concerne les résultats des élections municipales, *« appréciation positive sur l'action du gouvernement »*, à en croire le rapport de Georges Marchais du 14 avril devant le comité central, tout serait pour le mieux pour le Parti Communiste. Il ne s'est d'ailleurs pas trouvé une seule voix au sein de l'instance dirigeante du PCF pour dire le contraire. Le rapport a été adopté à l'unanimité, et Pierre Juquin, le porte-parole du PCF, s'est employé à démentir l'existence de quelque crise que ce soit au sein du PCF. Cela ne signifie bien entendu pas que l'ensemble des militants du Parti Communiste, et même un certain nombre de membres de son appareil, ne s'interrogent pas sur la politique de la direction du PCF. Mais c'est la réponse que leur donne la direction du PCF.

Reprenant l'analyse des résultats des élections municipales, Marchais affirme que la droite n'a pas remporté à cette occasion les succès qu'elle avait bruyamment annoncés, tout comme le PCF n'a pas connu la « véritable déroute » que la presse de droite s'est complue à évoquer. C'est vrai. Mais de là à conclure, comme il le fait, que *« l'effritement des positions de la gauche »* serait principalement imputable au *« fléchissement, sans doute assez sensible, du Parti Socialiste »* tandis qu'il faudrait, à l'inverse, *« parler d'un début de remontée de notre Parti »*, il y a une marge. Mais, affirmer cela, pour Marchais — quoi que puissent par ailleurs montrer des chiffres de toute façon difficiles à analyser — c'est une façon de dire à ceux qui, au sein du parti, contestent sa politique que et les électeurs et les militants du PCF sont d'accord avec la direction. Il le répète d'ailleurs quand, s'interrogeant : *« Comment expliquer ce début de remontée ? »*, il répond « (par) *notre pratique militante, celle du 24e congrès et* (par) *l'expérience que vivent les Françaises et les Français* ».

Reste à savoir si ces militants sincèrement dévoués à leurs camarades de travail et de quartier accepteront longtemps de rester fidèles à des dirigeants qui ignorent si superbement leurs doutes et qui les méprisent... à l'unanimité.

De fait, l'essentiel du discours de Marchais constitue avant tout une réaffirmation de la politique de participation gouvernementale. Les quelques critiques à l'adresse du gouvernement qu'il contient sont noyées parmi les expressions soulignant : *« Les acquis »*, *« l'amélioration de la situation du pays »*, *« la vie moins dure aux travailleurs »*, *« l'avancée de la démocratie »* ou exigeant de *« ne pas jeter aux orties le bilan de la gauche »*. Nous y sommes, nous y restons, proclame, en substance, Marchais. Et il se paye, en prime, le luxe de se faire l'avocat de « la rigueur » en prétendant que cela *« veut dire : gérer notre économie de manière efficace, sérieuse, en tenant soigneusement compte de la réalité »*.

Quant à ceux qui, au sein du PCF, ont des doutes, voire prennent position ouvertement dans le parti, et parfois même hors du parti, contre la rigueur et la participation des ministres communistes à cette politique, pour Marchais, ils n'existent pas. *« Aucune fédération, aucune section, aucune cellule, n'a remis en cause notre participation au gouvernement »*, affirme-t-il. *« Seuls ceux qui ne comprennent rien à la politique de notre parti s'en étonneront »*, poursuit-il, faisant mine de s'en prendre à la presse pour s'adresser aux militants communistes. Si Marchais reconnaît que *« des camarades ont regretté »* le vote accordant droit au gouvernement de recourir aux ordonnances par les députés PC, *« ils sont en nombre très limités »*. Bref, pour Marchais, le malaise parmi les militants communistes — et probablement aussi parmi certains cadres — du PCF n'a pas droit à l'existence. La politique du Parti Communiste est de participer au gouvernement, y compris à un gouvernement antipopulaire, et rien — en tout cas, pas la grogne ou le malaise de ses militants — ne l'en fera sortir. Tant pis pour les militants communistes qui s'entendent reprocher quotidiennement les mesures gouvernementales. Tant pis pour ceux qui partagent peu ou prou ces critiques et qui se retrouvent coincés entre la fidélité à leur parti et celle à leurs camarades de travail. *« Nous ne changerons pas de politique »* leur dit Marchais.

M. RITTER

Pour la première fois depuis la séparation de l'Eglise et de l'Etat, un président de la République s'est rendu à l'archevêché, à une réception officielle. Le président, c'est évidemment le « socialiste » Mitterrand. Le prétexte, c'est la promotion de Lustiger au cardinalat.

Et qui, entre autres, accompagnaient Mitterrand ? Les « communistes » Fiterman et Anicet Le Pors...

Après les couleuvres, les hosties. Quelle descente !

EN BREF...

Les sources de Mauroy

La campagne honteuse du gouvernement attribuant les grèves de l'automobile aux ayatollahs et à l'intégrisme musulman est encore dans les mémoires. Mauroy avait accusé les travailleurs immigrés d'être *« agités par des groupes religieux et politiques »* et Defferre avait ajouté : *« Il s'agit d'intégristes musulmans, de chiites »*. Mitterrand avait couvert cette campagne en déclarant : *« Si le Premier ministre prend sur lui d'affirmer tout cela, il le fait en connaissance de cause »*.

On connaît maintenant le document sur lequel s'était appuyé Mauroy pour lancer ses accusations : il s'agit d'un rapport de la DST, (service français de contre-espionnage), sur l'*« organisation clandestine »* des intégristes iraniens en France, dont de larges extraits ont été publiés par *Libération*. Ce rapport affirme : *« Cette manipulation des travailleurs immigrés en faveur des intérêts intégristes semble s'être manifestée pour la première fois à l'occasion des récents conflits de l'industrie automobile »*.

A vrai dire, ce rapport n'apporte aucune révélation. Seulement des hypothèses, des « il semble que ». Les seules « preuves » de l'influence des intégristes musulmans en France fournies par la DST sont la revendication d'un lieu de prière aux usines Peugeot ou le voyage de quelques Marocains en Iran. Maigre !

Mauroy n'a donc pas plus parlé en connaissance de cause que la DST. En tant que ministre conscient de sa tâche, il n'a fait qu'en adopter le style : insinuations sans preuves et amalgame policier. Cela doit faire partie de la formation professionnelle sur le tas d'un chef de gouvernement.

J.H.

Au goût de Goux

Christian Goux, président socialiste de la commission des Finances à l'Assemblée nationale et invité du Grand Jury *RTL-Le Monde* le dimanche 17, a exprimé quelques critiques à l'égard de son gouvernement : à son avis, le gouvernement « *n'en fait pas assez* ». Il a regretté que « *le blocage des prix et des salaires n'ait pas été pris plus tôt et prolongé plus longtemps, pour casser durablement les anticipations inflationnistes des agents économiques* (...) *L'indépendance nationale va nécessiter des sacrifices* », a-t-il conclu.

L'objectif des 8 % sera difficile à atteindre, a-t-il reconnu, et il envisage l'éventualité d'un nouveau blocage des prix et des salaires. Delors lui-même n'en a pas dit autant.

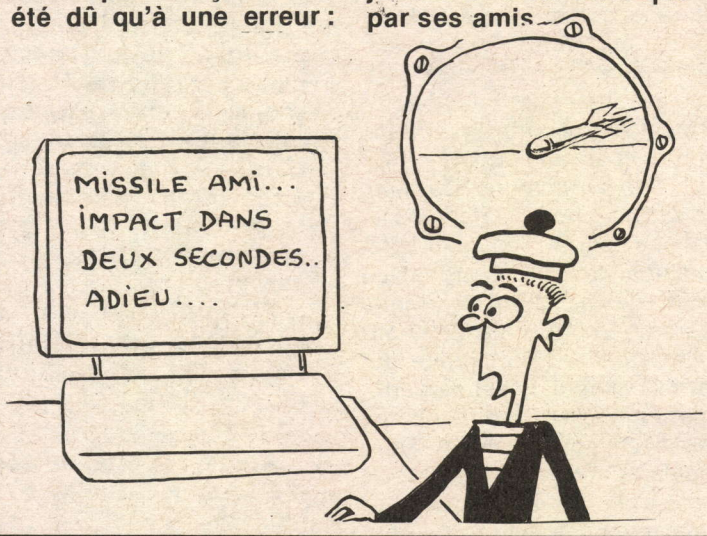
De simples « godillots », les députés socialistes ? Ce serait les sous-estimer. Plutôt les poissons-pilotes de l'austérité gouvernementale. Il ne faut pas minimiser leurs capacités d'initiative !

Protégez-moi de mes amis !

Chacun se souvient que, lors du conflit des Malouines, c'est un missile français, l'Exocet, qui avait envoyé par le fond le *Sheffield*, un des fleurons de la marine britannique.

Or, selon la revue américaine *New Scientist* que cite *Le Canard enchaîné*, il apparaîtrait que cet exploit de la technique française n'a été dû qu'à une erreur : l'ordinateur du *Sheffield* avait bien décelé l'envoi du missile et l'avait même identifié. Mais, cet ordinateur étant programmé en vue d'une guerre contre l'URSS, et l'Exocet étant une arme française, il avait simplement enregistré : *« Ami, mesures de défense inutiles »*...

Comme quoi on n'est jamais si bien servi que par ses amis.



Des deux côtés des Pyrénées

La CGT de Renault, fidèle à sa politique du « Produire français », vient de protester contre le fait que la Régie expédie ses Renault 9 en Espagne en pièces détachées, au lieu de les faire monter en France.

L'ennui, pour la CGT, c'est qu'en Espagne « Produire Français » se dit « Producir espanol »... tout particulièrement depuis que les socialistes espagnols sont au gouvernement puisque, paraît-il, ce sont eux qui exigent que les R9 soient montées en Espagne !

Pas de pitié pour les angoisses d'une vieille dame !

La vieille dame avait peur que les socialistes « *n'allassent lui prendre sa fortune* ».

Valise à la main, elle a donc traversé la frontière suisse pour mettre ladite fortune à l'abri d'un coffre-fort : bijoux, lingots, argent liquide, le tout pour une valeur de 1,35 million de francs (nouveaux, il vaut mieux le préciser, puisqu'il s'agit d'une vieille dame).

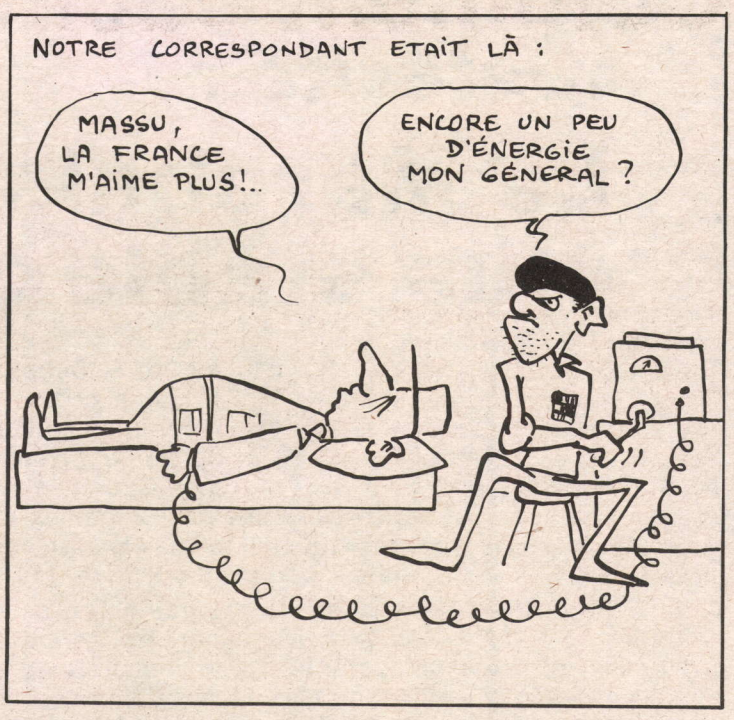
Suite à quoi, elle a cru bon d'aller trouver la police pour déclarer que « *toute sa fortune* » avait été cambriolée.

Hélas, les policiers sans cœur n'ont pas cru cette vieille dame au-dessus de tout soupçon. Ils ont cuisiné son filleul et héritier, qui était dans le coup et a vendu la mèche.

La vieille dame se retrouve donc inculpée « *d'exportation illicite de capitaux* » et a dû verser comme caution... tout le contenu de son coffre-fort suisse.

Le juge d'instruction ne pouvait faire moins, puisqu'il a dû l'inculper au moment même où Mitterrand, au terme de son voyage officiel en Suisse, fustigeait les exportations de capitaux et les possesseurs de comptes numérotés.

Moralité : la vieille dame n'était pas assez indigne. On ne s'en remet pas à la police, quand on veut blouser le gouvernement. Et elle eût dû craindre que la police et la justice n'allassent lui prendre toute sa fortune, plutôt que de prêter aux socialistes de si noirs desseins.



Badernes à Baden

Massu fait des révélations, du moins c'est *France-Soir* qui l'affirmait dans son édition de mardi dernier. Massu ne s'est pas simplement distingué en ratissant le bled en Algérie ou en commandant à des bandes d'assassins ou de tortionnaires : c'est aussi un écrivain.

Dans son dernier livre, *Baden 68*, tout juste mis en vente, il explique, rapporte *France-Soir*, que son plus beau titre de gloire est d'avoir retourné De Gaulle quand celui-ci est venu le trouver à Baden, fin mai 1968. On se souvient du petit voyage en Allemagne. Eh bien, De Gaulle aurait débarqué chez Massu au trente-sixième dessous, complètement démoralisé et prêt à se retirer de la scène politique : *« Tout est foutu,* aurait-il déclaré en arrivant. *Je ne commande plus rien. Je me retire »*... Et le fidèle Massu, n'écoutant que son devoir, aurait pendant plus d'une heure argumenté et finalement remonté les bretelles chancelantes de son idole. De Gaulle, rassuré, prit alors comme chacun sait le pouls de l'armée avant de revenir en pleine forme annoncer à la télévision qu'il restait.

Evidemment, Massu enjolive peut-être un peu son propre rôle. Ce serait bien la première fois que quelqu'un serait sorti regonflé de son service psychologique.

Les économies de guerre sur la ligne de départ

Les marchands d'armements français ne sont pas rassurés. Le gouvernement de Bonn aurait décidé d'encourager les exportations d'armes allemandes, sous le prétexte de lutter contre le chômage en RFA. L'Allemagne n'était jusque-là que cinquième exportateur d'armes dans le monde, la France le troisième. Le gouvernement allemand s'apprêterait à réviser sa politique restrictive en matière d'exportation d'armes. Les fabricants d'armements français vont se sentir talonnés de près.

Quand on connaît le succès des produits français sur le marché international dès lors qu'ils sont concurrencés par les produits allemands, on comprend les inquiétudes des Thomson, Dassault et autres Matra.

Il n'y a vraiment pas de justice. L'exportation d'armements était le seul secteur où les capitalistes français faisaient d'honorables performances.

La première phase de la guerre des marchands de canons serait-elle entamée ? Gare à la seconde !

De quoi se cabrer !

La société Ferrari en avait assez de voir des babioles vendues avec sa griffe, sans toucher les moindres royalties. Elle a décidé de mettre fin à ce piratage. Elles s'est adressée à Cartier pour qu'il lui réalise des montres, des porte-clés et autres bricoles de luxe avec le petit cheval cabré, emblème de la firme, gravé dessus.

Ces gadgets seront vendus autour de 3.500 F. Ce n'est pas donné donné, mais tellement plus abordable qu'une Ferrari, qui vaut de 290 000 à 500 000 F. Et cela représente tout de même un marché de 25 à 28 millions de dollars.

Comme on le voit, la crise, c'est la diversité du marché. Must de Cartier-Ferrari pour les uns, et ceinture Prisu pour les autres.

Comment cacher ce chômage....

Contrairement aux autres pays européens touchés par la crise, nous dit-on, la France aurait réussi à stabiliser son chômage. Il ne resterait plus qu'à enrayer l'inflation (qui par contre est supérieure à celle des voisins). Mais, pour ce faire, on compte sur les ordonnances de la rigueur. Par contre, le gouvernement de la gauche en France pourrait se féliciter d'avoir remporté une victoire inappréciable sur le front du chômage.

A l'appui de cette thèse, le ministère du Travail vient de publier les statistiques du chômage arrêtées à la fin mars. Le délégué à l'Emploi, le communiste Jack Ralite, s'est félicité de la stabilisation du chômage en présentant ces chiffres.

D'après ces statistiques, en « données corrigées des variations saisonnières », le nombre des demandeurs d'emploi n'aurait augmenté que de 2,7 % en un an et aurait même diminué de 1,5 % depuis septembre 1982.

Alors, enrayé, le chômage, en France ? C'est vite dit.

Tout d'abord, ces résultats apparemment positifs n'ont été obtenus qu'à l'aide de changements d'étiquettes. Les chômeurs de plus de 55 ans ne sont plus des « chômeurs », mais des préretraités. C'est ce que le gouvernement appelle un peu pompeusement sa *« politique sociale »*. Les départs en pré-retraite et les départs dans le cadre des contrats de solidarité représentent 200 000 personnes environ, qui sont sortis des statistiques « demandeurs d'emploi ». Leurs ressources dépendent désormais des caisses de chômage, des caisses de retraite et de la Sécurité Sociale, au lieu de dépendre seulement de l'UNEDIC. Voilà la grande différence. Et s'ils sont un peu mieux indemnisés que s'ils étaient au chômage (et cela doit dépendre des cas), les futurs plans de rigueur pourront, bien faire ressembler les pré-retraites à de maigres allocations-chômage.

Ensuite, ne font pas partie des statistiques les dizaines de milliers de jeunes, casés provisoirement dans les divers stages de formation ou contrats emploi-formation, ou tout simplement en attente de formation, et qui, payés au lance-pierres, ne sont pas du tout assurés de trouver un emploi, à l'issue de leur formation.

A ces conditions, évidemment, on peut dire que la « politique sociale » du gouvernement Mitterrand a stabilisé le chômage !

Seulement, d'autres chiffres, eux aussi rendus publics mais plus discrètement, montrent plutôt le contraire : les mêmes statistiques du ministère du Travail indiquent par exemple une diminution des effectifs salariés (— 0,2 % en un an, — 0,4 % en 3 mois). Quant aux offres d'emplois déposées en un mois auprès des ANPE, leur nombre est passé de 76 900 en janvier 1983 à 58 100 en mars, malgré l'existence des contrats de solidarité, qui devraient inciter les entreprises à embaucher. En fait, le ministre Ralite lui-même prévoit que l'effet des contrats-solidarité va s'amenuiser désormais.

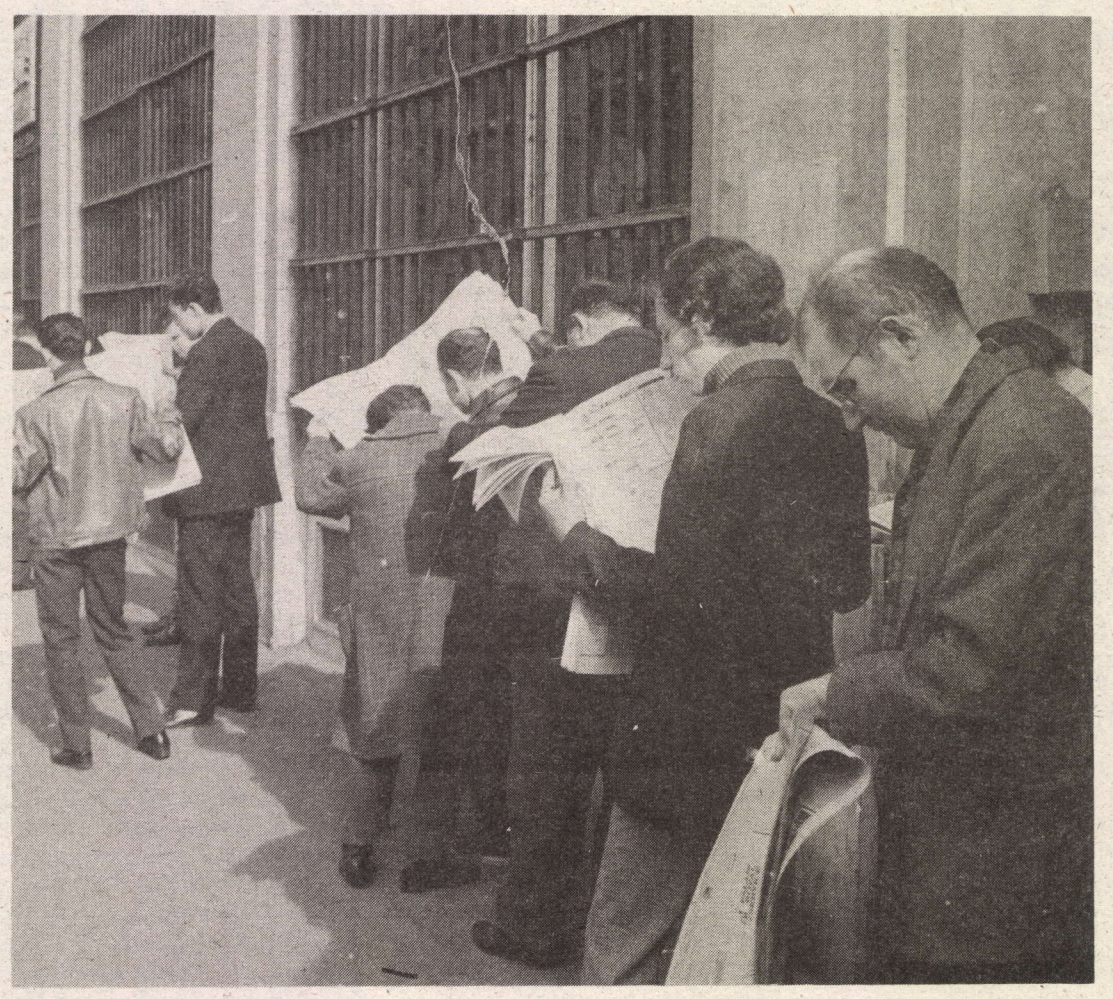
« Fait plus inquiétant »*, rapporte l'éditorialiste du *Monde* du 16 avril, *l'impact des contrats de solidarité devrait prochainement se réduire, au moment où la relance prévue va être contrariée par les effets du plan de rigueur ».

Autrement dit, il n'y aura même plus assez de « préretraités » et de « jeunes en formation » pour dégonfler les statistiques du chômage, au moment où les offres d'emplois ont toutes les chances de se raréfier encore plus. Le gouvernement lui-même annonce que son plan d'austérité va freiner l'économie.

Delors lui-même a annoncé à cette occasion une reprise du chômage, qu'il a chiffrée à 100 000 chômeurs de plus pour les prochains mois.

C'est dire que tout prépare une progression importante du nombre des chômeurs. A quels expédients le gouvernement Mauroy (ou ses successeurs) va-t-il faire appel pour nous faire croire le contraire ?

Claude CHARVET



De plus en plus de lecteurs pour les petites annonces.

L'art de comptabiliser les chômeurs

Jusqu'à présent, il n'y avait pas de statistiques précises concernant les demandeurs d'emplois à temps partiel ou à durée déterminée. On n'en connaissait même pas le nombre total, même si le gouvernement faisait très attention de ne pas les compter avec les autres. Grâce à une réforme des statistiques du chômage et depuis le 14 avril, les chiffres concernant ces catégories de chômeurs sont désormais publiés. C'est un progrès, même s'ils sont comptabilisés à part. Il y avait donc, fin mars 1983, 120 100 personnes à la recherche d'un emploi à temps partiel et 69 200 demandeurs d'emploi à durée déterminée.

Ce sont les fameuses « catégories 2 et 3 » qui avaient fait l'objet d'une polémique, en janvier dernier. *Le Canard enchaîné* reprochait au gouvernement, d'une part, de gonfler artificiellement ces catégories pour que le nombre officiel des chômeurs n'enfle pas et, d'autre part, de retarder la publication de ces données pour laisser passer l'échéance des élections municipales. Le ministre de l'Emploi de l'époque, Jean Le Garrec, s'était défendu en expliquant que la réforme en cours depuis plusieurs mois avait, justement pour but de faire apparaître ces chômeurs dans les statistiques.

Finalement, il s'agit donc de près de 200 000 personnes qui cherchent du travail, qui n'en trouvent pas et qu'il faudrait donc, en toute logique, ajouter aux 2 014 300 de la « catégorie 1 » en mars 1983. Car la question de savoir comment peuvent être classés les demandeurs d'emploi est toujours ouverte. Comment faire la différence entre une personne qui cherche un emploi à temps partiel ou à durée déterminée, et une autre qui se contenterait d'un tel emploi faute de mieux ? La réponse, et la comptabilisation des demandeurs d'emploi, dépend certainement de ce que l'on veut faire dire aux chiffres. Et nul doute que l'existence des catégories 2 et 3 pouvait (et peut toujours d'ailleurs, même avec publication des chiffres) être un moyen commode d'escamoter des chômeurs ou de diminuer artificiellement la gravité du chômage.

Moins d'emplois et plus de patrons ?

A l'Assemblée nationale, Pierre Mauroy a lancé l'idée des *« 10 000 PME à créer »*. En période de chômage, c'est une vieille idée que de vouloir transformer les chômeurs en patrons. Raymond Barre y avait déjà pensé. Ça peut avoir l'air intelligent, mais jusqu'ici ça n'a jamais marché. De toute façon, Mauroy ne s'est pas engagé à la légère car chaque année, bon an mal an, il se crée une bonne dizaine de milliers d'entreprises en France. Pour la seule région parisienne, l'an dernier il y en a eu 11 678. Mauroy joue donc sur du velours. Fin 1983, il les aura, ses 10 000 patrons de plus ! L'ennui, c'est que beaucoup d'entreprises disparaissent : 10 500 pour la région parisienne en 1982. Mais de celles-là, il vaut mieux ne pas parler.

Usinor, Elf, Péchiney, EDF... envisagent des suppressions d'emplois

Au moment où le gouvernement se vante d'avoir enrayé la progression du chômage, un certain nombre d'entreprises nationalisées envisagent des baisses d'effectifs et des licenciements.

Sous le titre « *Grande lessive de printemps dans les usines* », *Le Canard enchaîné* du 20 avril 1983 fait état de projets de licenciements dans de nombreuses entreprises, en particulier dans les « nationalisées ». Le patron de Sacilor a déjà demandé que l'actuel plan acier soit « revu » dans le sens d'une rigueur beaucoup plus rigoureuse. Son groupe a fait en 1982 une perte de 5 milliards de francs et, bien entendu, il compte sur l'Etat pour le renflouer, nationalisation oblige, et pour couvrir de nouveaux licenciements. A Usinor, même son de cloche. 3,7 milliards de pertes en 1982 : le P-DG réclame des aides et un *« dégraissage »*, comme ils disent. Tous sont d'accord évidemment pour diminuer les investissements, compte tenu de la baisse du marché de l'acier due à la crise économique mondiale. Cela veut dire que l'actuel plan acier, qui prévoit la suppression de 10 000 emplois d'ici à 1986, sera dépassé. Le gouvernement prétend que, pour l'instant, rien n'est décidé. Mais il reconnaît, toujours d'après *Le Canard enchaîné*, *« qu'il y a des problèmes nouveaux : par exemple la baisse de 20 % de l'activité de la sidérurgie depuis un an »*. Les bonnes raisons de licencier encore plus sont déjà toutes prêtes.

Chez Elf et chez Pechiney, les directions prépareraient également des licenciements, au nom de la liberté de gestion que le gouvernement leur a toujours reconnue.

Quant à l'EDF, il serait question qu'elle ferme une centaine de vieilles centrales fonctionnant au fuel et dépassées par les centrales nucléaires et par les grandes centrales thermiques au fuel et au charbon. Le personnel EDF serait vraisemblablement recasé, mais l'activité économique de très nombreuses communes serait gravement touchée.

Bref, il semble bien que la fameuse reprise, qui nous garantirait soi-disant la solution de tous nos maux, soit comme l'Arlésienne : tout le monde en parle, mais on ne la voit jamais. En attendant, ce sont les travailleurs qui vont continuer à payer les pots cassés, entre autres avec des licenciements.

ROCARD

Le Chirac de la gauche

● Michel Rocard est allé passer son examen d'entrée au ministère de l'Agriculture devant le congrès de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA), congrès qui se tenait du 12 au 14 avril.

Appréciation : « *Il y a chez cet homme-là du Pisani et du Chirac* », indique le journal *Le Monde*, citant les propos d'un agriculteur, Pisani et Chirac étant deux ex-ministres de l'Agriculture qui ont laissé un bon souvenir, sinon à tous les paysans, du moins aux gros agriculteurs que représente la direction de la FNSEA. L'examen est plutôt réussi, donc, et Rocard s'est même attiré les applaudissements du congrès.

Voilà qui pourrait surprendre, de la part d'un syndicat qui, depuis que la gauche est au gouvernement, a adopté une attitude frondeuse : jamais ministre de l'Agriculture n'aura été autant chahuté qu'Edith Cresson, le prédécesseur de Michel Rocard, et cela alors même qu'en 1982, et pour la première fois depuis des années, le revenu des agriculteurs a été en hausse au lieu d'être en baisse.

Rocard aurait donc, au moins provisoirement, presque réconcilié les milieux de droite qui dirigent la FNSEA avec le gouvernement de gauche... Il faut dire que le nouveau ministre a tenu à ne pas prendre les congressistes à rebrousse-poil ; et d'abord en reconnaissant à cette organisation le caractère de syndicat le plus représentatif ; ensuite en préconisant une démarche qui, dans l'environnement capitaliste du monde paysan, ne peut que favoriser les plus gros des agriculteurs. « *L'agriculture française est condamnée à l'expansion* », a affirmé Rocard, liant le maintien du revenu agricole à l'amélioration de la productivité. Ce qui signifie que le gouvernement s'engage à aider les agriculteurs capables d'améliorer leurs techniques d'exploitation, c'est-à-dire avant tout les plus gros, les autres étant condamnés à s'endetter toujours plus, pour tenter de suivre le mouvement, ou à disparaître. Bref, Rocard a affirmé vouloir faire ce qui s'est fait depuis des décennies, à la satisfaction des paysans riches...

Au congrès de la FNSEA, Rocard, tout sourire, plonge dans les pétitions. Avant d'être dans les choux ?

Pour le reste, Rocard s'est engagé à se comporter en représentant des agriculteurs avant tout : « *Les problèmes des agriculteurs ne sont pas tout à fait les mêmes que ceux de la majorité des Français. Et je crois être là pour le rappeler, si besoin était, à une heure où le « tout pour l'industrie » a tendance à devenir le discours significatif — ce qu'il doit être — mais aussi exclusif — ce qu'il ne doit pas être* ». Et de promettre « *moins de dirigisme, plus d'équité, (...) de considération aussi* ».

Dans ces conditions, Rocard ne pouvait qu'« avoir la cote » chez les dirigeants de la FNSEA, et ce d'autant qu'il partait avec un préjugé favorable de leur part : le courant rocardien au sein du Parti Socialiste ne compte-t-il pas parmi ses membres Pisani, cette ancienne coqueluche de la FNSEA ?

Lorsque Mitterrand avait sorti Rocard de son placard du ministère du Plan pour le mettre à l'Agriculture, tous les commentateurs avaient voulu y voir un coup bas du président de la République vis-à-vis d'un ancien rival. En fait, il s'agit plutôt d'un cadeau fait aux hommes de droite qui dirigent la FNSEA, en leur offrant le ministre qui a tenu à apparaître comme le plus à droite de tous les ministres de gauche...

Le gouvernement peut ainsi espérer avoir un peu la paix avec les dirigeants du monde agricole. L'aura-t-il à terme avec tous les paysans, ceux qui, régulièrement, manifestent depuis des années parce qu'ils ont des problèmes bien réels ? C'est autre chose.

Comme Chirac il y a une douzaine d'années, Rocard espère sans doute se servir du réseau de notabilités paysannes comme d'un premier tremplin politique.

Mais, la crise aidant, les choses peuvent changer vite. Certes, le ministère de l'Agriculture est en France une bonne rampe de lancement pour politiciens bourgeois ambitieux... à condition qu'on n'y stationne pas trop longtemps... Mais faisons confiance à Rocard pour avoir déjà réfléchi à sa prochaine reconversion.

Jean-Jacques FRANQUIER

Mitterrand chez les banquiers suisses

Mais qu'est donc bien allé faire François Mitterrand en Suisse, les 14 et 15 avril ? Apparemment, rien.

Habituellement, quand un chef de l'Etat se rend à l'étranger, des accords commerciaux et industriels sont annoncés dans la foulée. Cette fois, aucun communiqué ne fait mention de la vente de la moindre machine-outil ou du plus petit Mirage.

Non, Mitterrand est simplement venu en voisin, soucieux d'entretenir des relations amicales avec les Suisses. Les Suisses se sont un peu plaints des tracasseries des douaniers français, et le président a poliment protesté contre les normes antipollution trop strictes imposées aux voitures françaises importées.

Cela dit, si pour la galerie Mitterrand a fait un peu de tourisme et pas mal de vent, l'intérêt de son voyage résidait sans doute ailleurs. Il aurait rencontré cinq austères financiers suisses. De quoi ont-ils discuté ? Aucune information n'a filtré. Mais quand un chef d'Etat rencontre des hommes d'argent, sur quoi la conversation peut-elle rouler, sinon sur des questions de gros sous et, en la circonstance, sur ceux que la France emprunte massivement sur le marché financier international, marché contrôlé pour une bonne part par les banquiers suisses ? C'est réglé comme une horloge ! Officiellement, le gouvernement a démenti qu'il y ait pu y avoir des négociations de ce genre. Mais il est des démentis qui valent des confirmations.

G.F.

Canons à vendre...

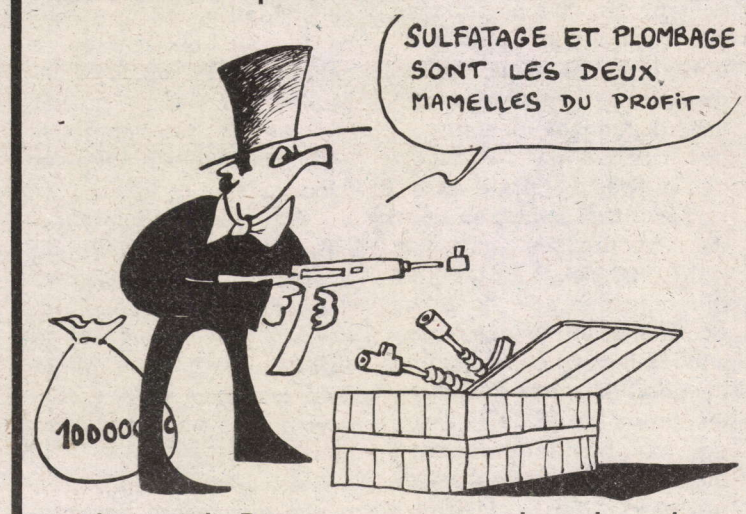
N'oubliez pas le service !

Un lieutenant-colonel, le P-DG de la Société Française de Munitions, son directeur commercial et un directeur adjoint de cette même filiale du groupe Gévelot, les uns sortis de Polytechnique et de l'Ecole de l'Air, les autres décorés de la Légion d'honneur ou de l'Ordre du mérite : du beau monde, en ce 14 avril, devant la 10° Chambre Correctionnelle !

Une fois n'est pas coutume, ces messieurs s'étaient fait prendre la main dans le sac pour trafic d'armes. Un mauvais coup du sort : une caisse censée contenir du matériel agricole à destination de la Somalie s'étant ouverte sur un aéroport britannique, les douaniers ont pu constater que les machines en question n'avaient de champêtre que le nom argotique : des « sulfateuses », autrement dit des mitrailleuses.

Le colonel est accusé d'avoir touché des pots de vin pour faciliter la vente d'armes à divers pays africains. Un petit travail qu'il aurait d'ailleurs quasiment pu déclarer en heures supplémentaires : il était en effet détaché au ministère de la Coopération. Les pots de vin en ce domaine sont d'ailleurs tellement monnaie courante, si l'on peut dire, que le ministère des Finances admet lui-même des commissions de 15 à 25 % dans les déclarations au fisc. Le colonel, pour sa part, respectait une honnête moyenne : il exigeait 20 %. Un homme raisonnable... mais malgré tout, prudent : les sommes en question devaient lui être versées sur un compte en Belgique. Comme quoi l'exportation des capitaux n'avait pour lui et pour ses acolytes de la filiale de Gévelot, pas plus de secrets que l'exportation d'armements.

D'autres pratiques des marchands d'armes ont été aussi mises en lumière par les prévenus eux-mêmes à cette occasion, pour bien montrer qu'en la matière, loin d'être des délinquants, ils ne faisaient que se conformer aux habitudes. C'est ainsi qu'à l'époque la Mauritanie et le Tchad étaient des marchés dits « porteurs ». La première parce qu'elle était en pleine répression du Polisario, le second parce que la guerre civile y faisait rage entre les diverses fractions qui se disputent le pouvoir. Autre marché « porteur » toujours solide, malgré l'embargo hypocrite qui frappe officiellement les exportations d'armes à destination de ce pays : l'Afrique du Sud. En effet, les dirigeants de la SFM ont, en toute simplicité, expliqué comment on s'y prend pour tourner l'interdiction d'exporter des armes : il suffit de les faire



transiter par le Paraguay, par exemple, qui se charge ensuite de les réexpédier à leur véritable destinataire...

Quant aux profits, ils apparaissent juteux : pour la seule année 1979 — charitable, la justice ne s'intéresse qu'aux cinq années précédant la découverte des faits, alors que les inculpés se connaissaient depuis une dizaine d'années — le colonel aurait touché au moins un million et demi sur son compte belge, sans parler des sommes perçues en espèces. Au moment de son interpellation, le directeur adjoint de la SFM avait dans la poche de son pardessus une enveloppe de 39 000 francs destinée au colonel. Tout cela n'empêchait d'ailleurs par l'amitié et les petits cadeaux qui l'entretiennent : la police a découvert dans la cave du colonel quatre chaînes Hi-fi, quatre magnétoscopes, une caméra, un projecteur, des bouteilles de whisky et... mille bouteilles de champagne ! Le colonel s'est défendu sur ce dernier point, en expliquant qu'il ne buvait jamais. Peut-être, mais si toutes les personnes sobres avaient de telles caves, les ivrognes connaîtraient le paradis !

En attendant, bien qu'il arrive — bien rarement, il faut le dire — que quelques maladroits se fassent pincer, le trafic d'armes, lui, apparaît bien comme le paradis des officiers véreux et des dirigeants d'entreprise peu scrupuleux... Mais en existe-t-il d'autres ?

M.R.

BUDGET MILITAIRE

HERNU PROGRAMME L'EXPANSION

Mercredi 20 avril, le Conseil des ministres a adopté le projet de la loi de programmation militaire pour les années 1984 à 1988, c'est-à-dire les prévisions de dépenses militaires pour les 5 prochaines années : 830 milliards de francs sur 5 ans, en tenant compte d'une inflation que le gouvernement espère contenir à 5 % par an. En francs constants de 1983 : 705 milliards, soit une moyenne de 141 milliards par an.

Au moment où tous les budgets sont à la rigueur, où très officiellement le niveau de vie des travailleurs va encore baisser de plusieurs points, le budget de la Défense nationale va, lui, augmenter. En francs de 1983, il va passer de 133 milliards à 141, soit 6 % de mieux, sans compter l'inflation. C'est au point que les porte-parole de la droite n'ont pratiquement rien à critiquer et protestent pour la forme.

***Le Figaro* du 21 avril trouve ces projets *« ambitieux mais flous »*, en proclamant : *« La défense de la France exige que les crédits annoncés soient maintenus »*. Quant au journal *Les Echos*, représentant officieux des milieux patronaux, son inquiétude est surtout que la faible expansion prévisible de l'économie française des prochaines années *« rendra difficile sur la période un effort toujours aussi soutenu d'armement »*.**

Il faut dire que le gouvernement a mis le paquet. Priorité au nucléaire ! Qu'on en juge : mise en chantier d'un sixième sous-marin nucléaire lance-missiles et commande d'un septième, commande de 3 sous-marins nucléaires d'attaque, commande d'un porte-avions à propulsion nucléaire, modernisation des Mirage 2000 et des missiles nucléaires, remplacement des missiles Pluton de l'armée de terre par des missiles Hadès de plus grande portée, qui pourront contenir les bombes à neutrons quand le gouvernement aura décidé de les fabriquer. Sans parler de la constitution d'une Force d'Action et d'Assistance Rapide, dont le but officiel est d'intervenir aux quatre coins du monde (et surtout en Afrique), pour laquelle il va falloir construire des blindés et des hélicoptères.

Bref, il s'agit d'un budget encore plus orienté vers la commande de matériels de toutes sortes, d'autant plus que le gouvernement a décidé une réduction d'effectifs de 35 000 hommes. Un véritable pactole pour les industriels ! Le journal *Les Echos* du 21 avril rappelle à ce sujet que 75 % de l'activité des industries aérospatiales et que 50 % de l'industrie électronique travaillent pour l'armement. Ce sont ces industriels, et bien d'autres, qui ont tiré le gros lot. Un gros lot constitué par les centaines de milliards qui vont être prélevés dans les poches des travailleurs.

Claude CHARVET

GATTAZ

La voix patronale du gouvernement

« Après la politique de rigueur, il faut une politique de vigueur », a déclaré Yvon Gattaz, président du CNPF, après sa dernière entrevue avec Mitterrand, lundi 18 avril. Il s'agissait, bien sûr, de redonner de la vitalité à l'industrie française.

Comme d'habitude, Gattaz était venu faire mine de pleurer sur le sort des entreprises, qui n'ont pas les moyens d'être compétitives.

Comme d'habitude, Mitterrand lui a semblé *« très attentif »* à ses propositions.

Il a réclamé au gouvernement un allégement de la fiscalité, comme en connaissent les industriels allemands par exemple, et il a fait quelques propositions concrètes. Il a demandé qu'on rembourse aux entreprises devenues déficitaires une partie de l'impôt sur les bénéfices qu'elles avaient versé les années précédentes ; il a demandé un allégements des cotisations patronales d'allocations familiales, le développement du travail partiel, un assouplissement des règles d'embauche et de licenciement modulables en fonction des besoins de la production.

Rien de très neuf dans ses propositions.

Rien de neuf non plus dans le fait que Gattaz s'attende à voir le gouvernement céder, au moins en partie.

Tout se passe comme si Gattaz faisait semblant de faire pression sur le gouvernement socialiste, qui a décidé à l'avance de céder à la pression.

Ces consultations Mitterrand-Gattaz sont en effet devenues un rituel : tous les 3 ou 4 mois, le petit jeu recommence. A croire que la cérémonie est à chaque fois réglée d'avance. Gattaz fait des propositions, Mitterrand se donne le temps de la réflexion, puis le gouvernement cède devant la détermination patronale et la situation « objective ». Gattaz n'a plus qu'à rapporter aux patrons la bonne nouvelle et les gros sous des contribuables.

Mais au fait, Gattaz est-il le plus représentant des patrons auprès du gouvernement ou représentant du gouvernement auprès des patrons ? Après tout, le CNPF est en majorité désormais l'organisation des entreprises nationalisées. Et Gattaz fait quasiment partie de la famille gouvernementale, le héraut bienveillant du gouvernement socaliste auprès du patronat, en quelque sorte.

Quand le gouvernement a voulu éclairer les travailleurs sur ses intentions dans le domaine de la rigueur, il a trouvé en Edmond Maire un porte-parole complaisant.

Pour les patrons, c'est Gattaz qui remplit cette fonction. La différence c'est que le premier annonce toujours l'austérité à son public, et le second toujours la générosité au sien...

S.M.

Le masque et la plume...

***« Contrairement à ce qu'on dit, ce n'est pas moi qui ai écrit le discours de Laurent Fabius »*, a affirmé le président du CNPF en commentant le discours du ministre socialiste de l'Industrie au Salon de l'Innovation.**

Soupçonner Gattaz, le président du CNPF, d'être le « nègre » de Fabius, le ministre, c'était un peu désinvolte, non pas pour Fabius mais pour Gattaz.

Il est plutôt de tradition en France que les hommes de gouvernement soient les « nègres » du patronat, pas l'inverse. Et Gattaz tient à son autorité de patron des patrons. Il veut bien être bien avec le gouvernement socialiste, mais pas au point de passer pour son « nègre ». Chacun à sa place !

La loi Peyrefitte renaît de ses cendres

Après presque deux années de tergiversations l'Assemblée nationale vient enfin de voter l'abrogation de la loi « Sécurité et Liberté ». Abrogation de la loi Peyrefitte donc... sauf sur un point, comme par hasard celui auquel tenaient le plus les policiers et leur hiérarchie : la procédure de contrôle d'identité.

En effet, alors que le projet initial du gouvernement prévoyait l'interdiction de ces contrôles (pratiqués d'ailleurs depuis des années par la police, hors de toute légalité), un amendement du groupe parlementaire socialiste, soutenu par le ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre, les autorise à nouveau avec, en plus, la possibilité pour les policiers de relever les empreintes digitales et de prendre des photographies à cette occasion. Si le texte gouvernemental comporte bien une petite restriction à l'arbitraire policier, puisque les contrôles d'identité ne pourront pas être pratiqués de manière « préventive », mais seulement dans les cas de « flagrant délit ou de recherches judiciaires », cette restriction est formulée, comme le dit le Syndicat de la Magistrature, en *« termes si vagues qu'elle permet une application extensive en dehors des cas où des infractions sont effectivement commises »*.

Quand un policier vous regarde vous pouvez maintenant lui dire « Tu veux ma photo ? ».

La pratique illégale des contrôles d'identité se trouve donc légalisée, avec la bénédiction des ministres de gauche et des députés socialistes (les députés communistes ont voté contre cet amendement).

Quand le PS était dans l'opposition, il lui arrivait de s'élever contre l'arbitraire policier. Légaliser l'arbitraire, c'est sa manière à lui de n'avoir plus à le faire, maintenant qu'il est au gouvernement.

M.R.

Un contrepoids... plume !

Si le Parti Communiste multiplie les allégeances au gouvernement et veut tenir un langage plus positif sur l'action gouvernementale, la CGT tient un discours un peu plus critique (si peu). Il faut dire que le nouveau train de mesures d'austérité du gouvernement peut difficilement être applaudi par un syndicat qui dit défendre les intérêts des travailleurs.

Alors, au congrès CGT des transports, si Henri Krasucki a souligné comme d'habitude que le rôle de la CGT *« est d'être le contrepoids de la pression du capital »*, il a ajouté : *« Nous entendons aussi être le contrepoids aux insuffisances, aux erreurs ou aux fragilités du gouvernement »*. Voilà qui a de quoi faire frémir le gouvernement ! Surtout quand on voit ce qu'a proposé la CGT, comme les autres syndicats d'ailleurs, pour riposter aux attaques du gouvernement : quelques campagnes « d'explication », l'envoi de quelques motions et pétitions, et au maximum de courts débrayages dans le cadre de journées d'action. Et encore, en prenant bien soin que les journées d'action, qui viennent plus d'un mois après l'annonce des mesures, soient le plus dispersées possible : le 21 avril dans la métallurgie, le 28 aux PTT, le 29 chez les sapeurs-pompiers, les 5 et 6 mai dans les services communaux et du 4 au 18 mai dans les transports.

Alors, si la CGT veut être un contrepoids aux mesures d'austérité, elle se range résolument dans la catégorie des « poids plume » !

P.C.

POLOGNE

Jaruzelski et la mémoire du ghetto

Si le général Jaruzelski, en organisant la célébration officielle du quarantième anniversaire du début de l'insurrection du ghetto de Varsovie, a voulu en faire un symbole, il a parfaitement réussi. Mais c'est un symbole de la dictature militaire qu'il a montré aux yeux du monde entier.

La milice a investi l'ancien ghetto, pour empêcher un millier de manifestants de célébrer de façon indépendante l'insurrection juive de 1943. Ceux qui voulaient s'approcher de l'endroit d'où partaient les convois pour les camps de la mort étaient repoussés par la police ou embarqués commme suspects.

D'autre part, Marek Edelman, le seul survivant de la direction de l'Organisation Juive de Combat qui a déclenché l'insurrection (*), a bien été invité à la cérémonie officielle mais, devant son refus, il a été assigné à résidence, de peur qu'il ne se rende à la manifestation organisée par Solidarité. Le gouvernement polonais a tenu absolument à être le seul organisateur des cérémonies. C'est qu'il s'agissait pour lui uniquement d'une opération politique, dans le cadre de la normalisation du régime et de l'ouverture diplomatique en direction des pays occidentaux.

Mais le gouvernement polonais issu du coup de force militaire du 13 décembre 1981, malgré sa célébration casquée et bottée, n'a cure du sort des Juifs polonais, que ce soit en 1943, avant 1943, ou maintenant. D'une part le gouvernement Jaruzelski, tout en ayant un porte-parole juif, n'a jamais hésité à spéculer sur l'antisémitisme polonais dans sa lutte contre le syndicat Solidarité. Mais surtout, en se revendiquant des valeurs éternelles de l'Etat polonais, il se fait l'héritier du passé antisémite de cet Etat.

Car l'Etat polonais « démocratique et populaire » n'a jamais hésité à utiliser l'antisémitisme comme moyen de gouvernement. En 1968 n'avait-il pas, pour couper court au développement d'une contestation étudiante, lancé une campagne ouvertement antisémite, la lutte contre le « sionisme » servant de dérivatif au mécontentement de la population et servant de prétexte à interdire toute opposition ?

Sous les auspices du ministre de la Police d'alors, Moczar, cette campagne avait abouti au départ d'une partie des 30 000 Juifs qui avaient survécu à l'holocauste nazi et aux pogroms de l'après-guerre. Pour ceux qui restèrent en Pologne après 1968, ce furent à nouveau pendant un temps les injures publiques, les licenciements et les arrestations de personnes ayant une ascendance juive.

Non, la mémoire du ghetto de Varsovie ne peut se perpétuer dans ces militaires et cette police vomie par sa propre population travailleuse. Car le régime du général Jaruzelski n'est pas d'une nature différente des régimes militaro-policiers, antiouvriers et antisémites d'avant-guerre. Ces régimes des sinistres Pilsudski ou Beck, dont l'Etat polonais actuel ne s'est jamais démarqué et dont il tient à assumer l'héritage, ont contribué avant même l'arrivée des hitlériens à l'anéantissement moral, politique, puis physique de la communauté juive de ce pays, qui représentait avant guerre 70 % des Juifs d'Europe.

Dans ce monde capitaliste ou soi-disant socialiste, la barbarie, l'hypocrisie et le mensonge percent toujours au travers des discours des représentants de ces Etats, toujours prêts aux pires exactions contre leur propre population et contre les minorités, malgré les paroles doucereuses et compatissantes qu'ils leur prodiguent.

Et cela, les combattants du ghetto de Varsovie, avant leur anéantissement total en 1943, l'avaient compris dans leur chair. Après avoir lancé en vain à la radio des appels au secours vers le monde entier, ils lancèrent leur dernier cri, qui résonne comme une condamnation sans recours de tous les dirigeants politiques occidentaux ou staliniens qui les enterrent aujourd'hui sous les fleurs, après les avoir laissé assassiner sans broncher :

« Nous savons que vous, travailleurs juifs de Palestine et d'ailleurs, vous souffrez cruellement votre martyre incroyable, sans pareil dans l'histoire humaine. Mais que ceux qui avaient les moyens de nous aider, et qui ne l'ont pas fait, sachent ce que nous pensons d'eux. Le sang des trois millions de Juifs massacrés hurle vengeance et il sera vengé ! Et le châtiment ne frappera pas seulement les cannibales nazis, mais aussi tous ces puissants qui ne firent rien pour sauver un peuple condamné à l'extermination complète par les criminels hitlériens et se contentèrent de lui adresser de belles paroles. Cela, aucun de nous, derniers des mourants, ne l'oubliera et ne leur pardonnera jamais.

Que cette ultime voix sortant de l'abîme parvienne aux oreilles de l'humanité tout entière ».

Gil LANNOU

* Voir en page 17 le compte-rendu du livre de Marek Edelman qui vient de paraître en français : *Mémoires du ghetto de Varsovie.*

WALESA : La lutte continue

Walesa regarde combien de temps les policiers de Jaruzelski viennent de lui faire perdre, à sa sortie du quartier général de la police de Gdansk le 19 avril.

Depuis que Lech Walesa a annoncé, le 12 avril dernier, qu'il avait rencontré les dirigeants clandestins de Solidarité afin de préparer une grande manifestation indépendante le 1er mai, les autorités ont, semble-t-il, accentué leur harcèlement contre Solidarité. Depuis plusieurs jours Walesa doit subir contrôle sur interrogatoire, des « entretiens avec la milice » comme disent les officiels du régime, et plusieurs membres de Solidarité ont été arrêtés. Ce qui n'a pas empêché Walesa de réaffirmer à nouveau, dans sa conférence de presse mercredi 20 avril, qu'il manifesterait ce 1er mai : *« Je suis un ouvrier et je célèbrerai donc la fête du travail à la manière des travailleurs ».*

Ainsi, un an et demi après le coup de force de Jaruzelski, la situation en Pologne semble être revenue à la période qui avait précédé les grandes grèves de 1980. Un mouvement ouvrier qui se développe dans la clandestinité et qui apparaît dans certaines occasions avec, en face, un appareil d'Etat qui essaie tant bien que mal de contrôler la situation.

Car si le coup de force de Jaruzelski a arrêté le développement d'un mouvement de contestation touchant toutes les couches de la population, et en particulier la classe ouvrière, s'il a réussi à empêcher qu'il se manifeste officiellement et publiquement, il n'a apparemment pas brisé la détermination de la plupart de ceux qui l'ont fait naître et qui continuent à le soutenir.

HONGRIE

Kadar va mettre la population à la diète

Parmi les pays d'Europe de l'Est, après la Pologne et la Roumanie, c'est en Hongrie que le gouvernement s'apprête à mettre la population à la diète.

L'économie hongroise s'est modernisée ces dernières années en empruntant les moyens de ses investissements aux banques du monde capitaliste. Cela lui avait permis d'avoir des marchandises abondantes et variées dans les vitrines ; il n'y avait guère de queues comme chez ses voisins. Tout cela risque de changer. En effet l'endettement de la Hongrie auprès des banques mondiales est en augmentation constante. Son endettement extérieur est de 52,5 milliards de francs en 1982, soit l'endettement par habitant le plus élevé de tous les pays de l'Est européen.

Devenue membre du Fonds Monétaire International (FMI) depuis l'été dernier, la Hongrie a placé son économie sous le contrôle des hauts fonctionnaires occidentaux du FMI. Le gouvernement hongrois, contraint d'emprunter toujours et encore pour faire tourner son industrie et pour rembourser ses dettes, essaie de conserver sa crédibilité auprès de ses bailleurs de fonds occidentaux en se pliant à leurs conseils de « rigueur ». Le secrétaire du PC hongrois, Havasi, a déclaré sans ambages : *« Pour conserver la solvabilité internationale, il faudra assumer la responsabilité de mesures impopulaires ».* Il n'est donc plus question que de faire baisser le niveau de vie et d'augmenter les prix de détail.

Depuis 1978, le gouvernement hongrois menait une politique économique plus austère, mais le niveau de vie n'avait pas brutalement baissé. Tout cela est maintenant remis en cause. Pour rembourser les banques occidentales, le gouvernement hongrois s'apprête à mettre sa population au régime sec. Ce qui ne l'empêche pas de continuer à faire du charme aux investisseurs du monde capitaliste, en leur proposant de venir installer des usines dans des zones franches, en leur promettant *« beaucoup de choses qui n'existent pas ailleurs »*, c'est-à-dire *« une meilleure rentabilité, le voisinage avec les principaux pays consommateurs, la qualité des travailleurs, la sécurité politique... »*

En 1982, un tiers des devises retirées des exportations hongroises vers l'Ouest n'avaient servi qu'à rembourser les banquiers occidentaux. Cette année, le gouvernement hongrois sait qu'il devra encore plus prélever sur ses exportations (et donc ses revenus) pour contenter les banques.

Par le biais du commerce extérieur, les capitalistes occidentaux participent donc de plus en plus à l'exploitation des travailleurs hongrois. Et comme cela ne suffit pas à apaiser leur soif de profits, c'est maintenant dans le pays et directement, dans les zones franches, que le gouvernement hongrois les incite à venir soutirer des profits à la classe ouvrière hongroise.

« Un Eldorado socialiste », disait la presse française à propos de la Hongrie, lors du voyage de Mitterrand à Budapest l'été dernier, parce que les vitrines des boutiques y étaient pleines. Eh bien, aujourd'hui, les hongrois auront de moins en moins la possibilité d'acheter dans ces boutiques, pour que le pays reste un Eldorado... pour les banquiers et les industriels occidentaux, évidemment !

Jacques FONTENOY

ROUMANIE

Ceaucescu va-t-il interdire l'apprentissage de l'alphabet ?

En Roumanie, à partir du 28 avril, la détention d'une machine à écrire sera interdite à toute personne possédant un casier judiciaire ou étant susceptible de représenter *« un danger pour l'ordre public ou la sécurité de l'Etat ».*

Eh oui ! Le dictateur roumain Ceaucescu n'ayant pas encore réussi à faire arrêter tous les opposants à son régime, il semble que ceux-ci soient nombreux à ne pas posséder de casier judiciaire, mais par contre à posséder une machine à écrire... et à s'en servir pour faire savoir ce qu'ils pensent.

La mesure sera-t-elle efficace ? On peut en douter, si l'on sait que, dans ces centres de subversion que sont les papeteries roumaines, les crayons et stylos sont encore en vente libre !

Rouge
lutte ouvrière
N° 5 avril 83

A bas l'austérité

Au lendemain des élections municipales, un certain nombre de dirigeants des partis de gauche avaient déclaré avoir entendu *« l'avertissement »* donné par les électeurs de gauche et dit qu'ils en tiendraient compte.

Ces paroles sont bien loin aujourd'hui. Le gouvernement Mauroy remanié s'affirme comme le gouvernement de la rigueur et de l'austérité accrue, comme un gouvernement qui ne se soucie que de répondre à ce que la bourgeoisie, française et internationale, attend de lui.

Mitterrand a appelé à *« l'effort »* pour *« le redressement national »*. Mais ni lui, ni Mauroy, ni Delors, ne croient eux-mêmes à l'efficacité économique des mesures du « plan de rigueur ». Ces mesures sont en fait dirigées ouvertement contre les masses populaires. C'est essentiellement la consommation des travailleurs qui sera frappée par les prélèvements de 10 % des impôts et de 1 % du revenu imposable de 1982.

Mitterrand et Mauroy ne croient pas, bien sûr, que c'est la consommation populaire qui est responsable du déficit du commerce extérieur et de la dévaluation du Franc. Ils n'ignorent ni la fuite des capitaux, ni la spéculation des classes privilégiées, que le gouvernement a arrosées de subventions et d'aides en tout genre. Mais ce gouvernement, soutenu pour le Parti socialiste et le Parti communiste, s'attaque pourtant à la classe ouvrière avec autant de cynisme que n'importe quel gouvernement de droite. Car il recherche avant tout la confiance de la bourgeoisie française et des banquiers et spéculateurs internationaux.

Au seuil de plusieurs années sans consultation électorale majeure, le gouvernement Mitterrand et Mauroy tient à annoncer clairement la couleur : il gouvernera selon la même logique de l'austérité et de la rigueur que tous les autres gouvernements. Il s'attaquera autant qu'eux aux travailleurs. Et de ce point de vue, le plan de rigueur actuel est surtout là pour annoncer la suite. Delors n'a pas mis longtemps d'ailleurs pour laisser entendre que ses mesures seront reconduites en 1984, et qu'il acceptait d'avance l'augmentation du chômage qui en découlerait.

En même temps, toujours à l'attention de la bourgeoisie française et internationale, Mitterrand et Mauroy tiennent à administrer la démonstration qu'ils ne sont nullement dépendants de leur propre majorité parlementaire et notamment du PCF. Ils ont décidé de gouverner par ordonnances et fait voter cette décision par les députés du PCF, au prix de quelques concessions dérisoires. Les quelques protestations émanant du PS n'ont d'ailleurs pas plus été prises en compte.

Georges Marchais a beau dire qu'il n'aime pas avaler des couleuvres, il est bien forcé de le faire car il n'y a que ça au menu. Il a donc avalé les ordonnances, de même qu'il a avalé l'expulsion des quarante-sept fonctionnaires soviétiques accusés d'espionnage, effectuée elle aussi de façon spectaculaire pour montrer à la bourgeoisie que le PCF n'est là que pour accepter et faire accepter, qu'elle lui plaise ou non, la politique décidée par Mitterrand et Mauroy.

Ainsi, Mitterrand et Mauroy montrent ouvertement que le seul rôle des partis de gauche au gouvernement est de faire avaler à la classe ouvrière les mesures d'austérité réclamées par la bourgeoisie.

A la suite du PC et du PS, les dirigeants syndicaux de la CGT, de la CFDT, de FO et de la FEN montrent qu'on peut largement compter sur eux pour apporter leur appui à cette tâche. Krasucki et Maire ont bien précisé qu'ils étaient d'accord sur la nécessité de la rigueur, sinon sur la totalité de ces mesures. Et ils se sont bien gardés, évidemment, d'appeler à autre chose qu'à quelques rassemblements ou semaines d'information sans objectif précis.

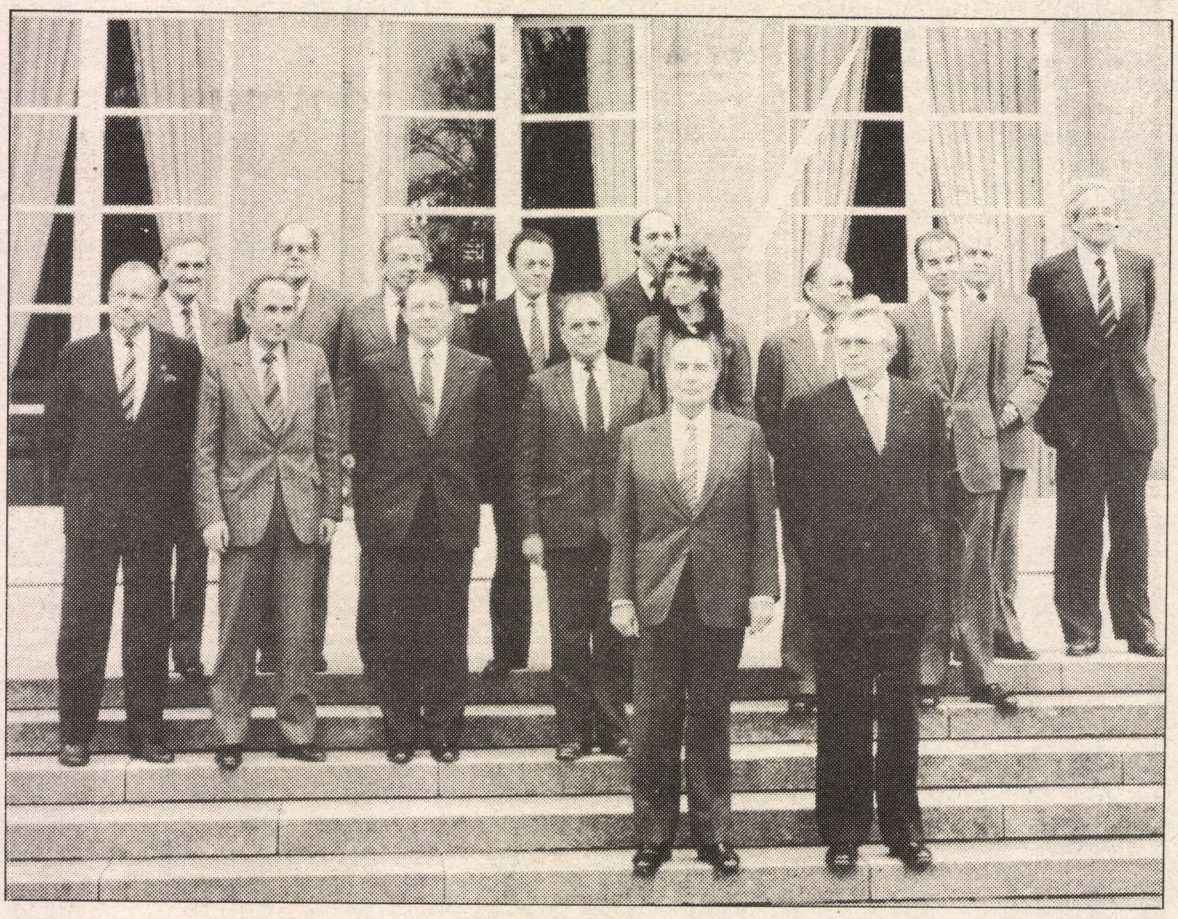
Toutes les directions syndicales, toute la gauche, sont donc aujourd'hui mobilisées pour faire la politique d'austérité de la bourgeoisie. Il n'y manque même pas le PSU, puisque Huguette Bouchardeau a sauté sur le secrétariat d'Etat offert par Mitterrand et mis la caution et les restes d'influence de son parti au service de cette politique.

C'est cette situation qui fait peser sur les révolutionnaires, en France, une responsabilité particulière.

Ils sont les seuls aujourd'hui à dénoncer la politique gouvernementale du point de vue des intérêts de la classe ouvrière.

Ils sont les seuls à s'attaquer résolument au patronat et à une droite de plus en plus insolente.

Mais, par contre, ils ne sont pas les seuls à refuser le plan d'austérité du gouvernement. Nombreux, en effet, sont les travailleurs, militants syndicalistes, adhérents du PS et du PCF qui ne se reconnaissent pas dans cette politique. C'est avec eux tous que doit s'organiser la riposte. Par la mobilisation et par la grève les travailleurs devront montrer qu'ils refusent la soumission aux diktats d'une bourgeoisie en crise.



Un supplement mensuel commun

« Lutte ouvrière » et « Rouge » publient un supplément mensuel commun. Cette publication ne signifie pas que les divergences qui séparent nos deux tendances ont disparu. C'est ainsi, par exemple, que Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire ont une attitude sensiblement différente à l'égard du gouvernement de gauche et des partis qui le soutiennent, tout en s'opposant l'un et l'autre à leur politique d'austérité. Cela implique une rédaction différente de bien des articles, mais aussi une intervention politique différente dans les entreprises, dans les organisations syndicales.

organisations syndicales.

Ces divergences, nous ne chercherons pas à les masquer dans ces pages. Lorsqu'il y aura des désaccords, les articles seront signés par l'organisation dont ils reflètent les vues. Mais chaque fois qu'il y aura communauté de vue, nous publierons des articles non signés, qui exprimeront la position commune.

vrait aider à la clarification politique entre nos deux courants. Elle devrait permettre de faire apparaître aussi bien les points d'accord que les points de désaccords, en leur donnant leur véritable place.

Elle pourra être le cadre dans lequel des relations de confiance pourront s'établir entre deux organisations qui ont des références, un programme et des buts communs. Parce que face au stalinisme et à la social-démocratie, elles se réclament du trotskysme. Parce qu'elles se donnent toutes deux pour but la construction d'un parti révolutionnaire dans ce pays et de participer à la construction de la Quatrième Internationale dans le monde.

Si nous parvenons, à travers cette publication commune, à clarifier nos positions politiques aux yeux de ceux qui se tournent vers nos organisations ; si nous parvenons à montrer que nous pouvons établir des relations qui nous permettent d'agir ensemble toutes les fois où cela est possible, et de maintenir nos liens et nos relations même lorsque les divergences ne nous le permettent pas, nous aurons fait la démonstration que par-delà les différences et les clivages actuels, il y a une base fondamentale qui nous est commune et qui nous permettra demain d'être les composantes d'un même parti. □

Un débat sur l'intervention des révo

La position de LO

NOUS partageons, avec la LCR, la même conviction que dans la période qui vient, les travailleurs devront se battre dans les entreprises, dans la rue et que, pour cela, il est essentiel qu'existe un parti révolutionnaire implanté dans la classe ouvrière. Nous partons d'une même volonté, la construction d'un tel parti. Mais si nous sommes d'accord sur cet objectif, nous divergeons sur les voies pour l'atteindre.

Nous avons une attitude sensiblement différente vis-à-vis des organisations traditionnelles de la classe ouvrière. Les camarades de la LCR s'adressent en priorité aux militants qui y sont organisés. Nous faisons le choix de nous adresser, tout d'abord, aux travailleurs du rang, y compris l'immense majorité d'entre eux qui ne sont pas syndiqués. De même, nous n'hésitons pas à nous appuyer sur ces travailleurs non syndiqués pour arbitrer nos conflits avec les appareils, alors que les militants de la LCR s'y refusent et nous reprochent de le faire.

Dans les luttes, nous intervenons pour que les travailleurs apprennent à se passer des directions syndicales, et pour qu'ils se donnent leur propre direction, indépendante des appareils ; alors que la LCR milite pour que les travailleurs soient associés à la direction de leurs luttes, mais qu'elles restent sous la direction de ces syndicats.

Telles sont, en résumé, les divergences dont nous voulons discuter. Elles sont importantes. Et elles se traduisent par une pratique différente dans les entreprises et dans les syndicats.

Les grévistes d'Alsthom-Saint-Ouen à la Bourse de Paris en 1979.

S'adresser à tous les travailleurs

Précisons tout d'abord que, tout comme la LCR, nous considérons qu'il existe dans les organisations ouvrières des militants qui sont à gagner. Nous n'ignorons pas le rôle qu'ils peuvent jouer dans les luttes futures. Les gagner, oui, mais comment ? Toute la question est là.

Les camarades de la LCR nous disent qu'en ayant choisi de nous adresser en priorité aux travailleurs du rang, nous tournons le dos à ce problème car, selon eux, en agissant ainsi, nous nous isolons de ces militants et nous les repoussons vers les appareils. Nous ne le pensons pas.

Si nous avons choisi de nous adresser prioritairement aux travailleurs dans leur ensemble, syndiqués et non syndiqués, c'est en premier lieu — il ne faudrait pas l'oublier — parce que les travailleurs non syndiqués représentent l'immense majorité de la classe ouvrière. En effet, les syndicats n'organisent pas plus de 20 % des travailleurs, si l'on s'en tient aux chiffres qu'ils publient. Bien moins en réalité. Et c'est une proportion infiniment plus faible qui participe réellement à l'activité syndicale.

En diffusant régulièrement, dans toutes les entreprises où nous avons des militants, chaque quinzaine et parfois chaque semaine, des bulletins dans lesquels nous dénonçons l'exploitation patronale mais aussi la politique des bureaucraties ouvrières, telle qu'elle se traduit au niveau de ces entreprises, nous nous donnons le moyen de faire connaître notre existence et notre politique à l'ensemble des travailleurs. De cette façon, nous leur permettons de la juger, et de juger par comparaison la politique des directions réformistes. Précisons en passant que, malgré ce que disent les militants de la LCR, cette intervention ne nous coupe pas des militants organisés qui retrouvent souvent dans ce que nous disons tout haut, publiquement, une partie de ce qu'ils pensent tout bas.

Mais ce n'est pas là l'essentiel. Le problème n'est pas que nous soyons ou pas coupés de ces militants, encore que — répétons-le — nous ne le soyons pas. Le problème est d'arracher les militants de ce que nous appellerons, en simplifiant, « l'avant-garde », de l'influence des appareils.

La LCR veut le faire en défendant ses orientations principalement à l'intérieur des syndicats, en se battant autour de motions, en y constituant, lorsque les bureaucraties dirigeantes le tolèrent, une « tendance lutte de classe ». Mais une telle activité trouve vite ses limites. Elle permet peut-être de faire mieux connaître le programme des révolutionnaires à cette « avant-garde » organisée. Mais est-ce le problème ? En fait, si ces militants ne suivent pas les révolutionnaires, ce n'est parce qu'ils ignorent leurs idées. S'ils choisissent les directions traditionnelles, c'est que, même quand ils pensent que les propositions des révolutionnaires seraient préférables à celles de Maire, de Krasucki ou de Bergeron, ils ne les croient pas réalisables. Les révolutionnaires ne doivent pas se contenter de dire ce qui serait souhaitable, ils doivent convaincre cette « avant-garde » que la politique qu'ils défendent peut être reprise par les travailleurs.

Ils n'en convaincront pas les bureaucrates qui en sont les adversaires acharnés. Mais ils n'en convaincront « l'avant-garde » que s'ils font la démonstration que leurs idées ont un écho auprès des travailleurs, et que la politique qu'ils proposent est efficace, plus efficace pour la défense des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière que celle des bureaucrates. Ils n'y réussiront que s'ils y gagnent les travailleurs, s'ils les entraînent dans la lutte, s'ils contribuent à rendre cette lutte victorieuse. Alors, et alors seulement, ils pourront rallier à eux les meilleurs militants des organisations traditionnelles, ceux qui placent leur solidarité avec la classe ouvrière au-dessus de la solidarité avec les appareils.

Quel travail syndical ?

Est-ce que cela signifie que nous négligeons l'activité syndicale, comme nous le reprochent les camarades de la LCR ? Absolument pas !

Nos camarades militent dans leurs syndicats. Ils y défendent les intérêts quotidiens des travailleurs en même temps qu'ils y défendent une politique révolutionnaire. Ils s'y battent pour y occuper des fonctions de responsabilité en s'appuyant autant qu'ils peuvent sur les syndiqués, mais aussi sur les non-syndiqués. Ainsi, par exemple, nous n'hésitons pas à faire appel aux travailleurs non syndiqués pour nous opposer aux manœuvres des bureaucrates lorsque ceux-ci veulent écarter les militants révolutionnaires des listes de délégués du personnel.

C'est une divergence importante que nous avons avec la LCR, qui choisit de limiter son intervention à l'extérieur du syndicat pour ne pas compromettre les positions que ses militants occupent à l'intérieur. Nous considérons qu'un tel choix est politiquement erroné et dans bien des cas, inefficace dans les faits. Car les camarades de la Ligue se heurtent, tout comme nous, aux bureaucrates de l'appareil et se trouvent souvent écartés des responsabilités, ou sous la perpétuelle menace de l'être, s'ils ne s'autocensurent pas constamment. Parce que, cela non plus il ne faudrait pas l'oublier, les syndicats à l'heure actuelle se limitent essentiellement à ces appareils.

Il nous faut contester ces appareils sur leur propre terrain, nous disent les camarades de la LCR. Mais face à eux nous ne pouvons y parvenir que si nous nous appuyons sur les travailleurs du rang. Le terrain qu'il s'agit de gagner sur les bureaucrates, c'est l'usine, pas le local syndical, c'est la classe ouvrière toute entière, pas la toute petite minorité de syndiqués seule. Sinon, notre combat risque de se limiter à un face à face entre ces appareils et quelques militants révolutionnaires isolés.

Mais dans le débat sur l'activité syndicale, il ne faudrait pas oublier que notre objectif est, rappelons-le, de donner aux travailleurs les moyens de se battre contre leur patron, mais aussi et surtout contre la politique de la bourgeoisie, politique menée aujourd'hui par un gouvernement de gauche soutenu par les bureaucraties ouvrières.

Dans cette perspective, le travail syndical n'est qu'un moyen et pas un but en soi.

Nous ne confondons pas les syndiqués dans leur ensemble avec les appareils. C'est pourquoi nous militons dans les syndicats, c'est pourquoi nous espérons y gagner les militants ouvriers sincères qui y sont organisés. Mais, à l'inverse, il ne faudrait pas oublier que ce sont aussi, et même essentiellement aujourd'hui en France, des appareils dont la fonction n'est pas d'organiser la défense quotidienne des intérêts des travailleurs, mais de véhiculer la politique des directions syndicales dans la classe ouvrière. Ces directions sont profondément hostiles au développement des luttes ou, en tout cas, elles n'y sont favorables que dans les limites et dans les formes contrôlées par elles. Cela n'est pas nouveau. Mais c'est encore plus net aujourd'hui qu'elles sont directement et ouvertement liées au gouvernement.

Les travailleurs doivent diriger leurs luttes

Nous le savons, les luttes futures des travailleurs seront inévitablement déviées, trahies si elles restent sous la direction, le contrôle des appareils syndicaux.

Les révolutionnaires n'ont une chance de gagner la confiance des travailleurs que s'ils sont prêts à aller jusqu'au bout des possibilités de chaque lutte, contre les patrons bien sûr, mais aussi contre les appareils syndicaux.

Nous devons donc agir pour que les travailleurs, chaque fois qu'ils y sont prêts, donnent une direction à leur lutte, une direction indépendante des appareils syndicaux, en mettant en place des comités de grève élus par l'ensemble des grévistes et contrôlés par eux dans leurs assemblées générales. Une telle attitude nous mettra en conflit avec les appareils, et c'est en toute conscience que nous devons en assumer les conséquences. Car si nous pouvons y perdre des positions dans les syndicats — ce qui n'est d'ailleurs pas obligatoire car l'influence acquise dans ces luttes peut modifier le rapport de forces entre les révolutionnaires et les bureaucrates —, nous y gagnerons en échange des appuis nouveaux parmi les travailleurs, et du même coup, pensons-nous, la sympathie et la confiance des militants ouvriers, syndicaux et politiques qui auront su mettre les intérêts des travailleurs au-dessus de leur solidarité avec les appareils. Ceux-là mêmes que nous voulons, tout comme les camarades de la LCR, gagner.

Quels comités de grève ?

Trotsky écrivait dans *le Programme de transition* : *« Les syndicats, même les plus puissants, n'embrassent pas plus de 20 à 25 % de la classe ouvrière, et d'ailleurs ses couches les plus qualifiées et les mieux payées. La majorité la plus opprimée de la classe ouvrière n'est entraînée dans la lutte qu'épisodiquement, dans les périodes d'essor exceptionnel du mouvement ouvrier. A ces moments-là, il est nécessaire de créer des organisations* ad hoc, *qui embrassent toute la masse en lutte : les COMITES DE GREVE, les COMITES D'USINE et enfin les SOVIETS. »* Nous ne pensons pas que cette analyse, qui date de 1938, ait vieilli.

La LCR se déclare, tout comme nous, favorable à la mise en place de tels comités de grève dans les luttes. Mais derrière les mêmes mots, mettons-nous le même contenu ?

Les camarades de la LCR insistent sur le fait que ces comités de grève ne doivent pas devenir des machines antisyndicales, tout en affirmant qu'ils ne conçoivent pas ces comités comme de simples appendices de ces organisations syndicales.

Mais les rares expériences que nous avons eues récemment dans ce domaine — en particulier lors des grèves des usines Chausson de Gennevilliers — laissent penser que la préoccupation essentielle de la LCR est de concilier les intérêts des « syndicats » — ce qui se confond en l'occurrence avec ceux des appareils — et les intérêts des travailleurs en lutte. Le comité de grève vu par les camarades de la LCR est une sorte d'intersyndicale élargie à des travailleurs du rang, mais où, par la force des choses, ce sont les militants de l'appareil qui prédominent.

Et bien nous pensons que les deux perspectives — celles des luttes dirigée par les travailleurs eux-mêmes et indépendamment des appareils syndicaux, et celles des luttes dirigées par les appareils, même entourés de travailleurs — sont deux perspectives inconciliables. Et ne pas faire tout pour aller jusqu'au bout afin que les travailleurs dirigent eux-mêmes les luttes, malgré et y compris contre les appareils syndicaux, c'est en fin de compte aider ces derniers.

Les syndicats aujourd'hui s'opposent aux comités de grève souverains, expression démocratique des travailleurs en lutte. Quand ils invoquent leur compétence, en l'opposant à la spontanéité et à l'inexpérience des masses, c'est une argutie à laquelle les révolutionnaires auraient tort de se laisser prendre.

Tout comme dans le passé, les travailleurs auront, dans la période qui vient, à s'affronter aux bureaucraties ouvrières, parce que ces dernières, directement liées au gouvernement, se mettront au travers de leurs luttes. Ils ne pourront le faire que s'ils savent se donner une direction indépendante, la plus indépendante possible des appareils. Et le rôle des révolutionnaires dans les entreprises est de mettre toutes leurs forces à les y aider.

J.-P. Vial (LO)

lutionnaires dans la classe ouvrière

La position de la LCR

LORS de notre meeting commun organisé par la LCR et LO le 11 mars à Paris, Arlette Laguiller est revenue sur les désaccords de LO avec la LCR sur l'intervention dans les entreprises.

— LO s'adresserait à tous les travailleurs, tandis que la LCR se préoccuperait des seuls travailleurs politisés influencés par le mouvement ouvrier organisé.

— Dans les confrontations avec les directions réformistes, LO prendrait à témoin les travailleurs du rang tandis que la LCR se confinerait aux batailles au sein de l'appareil syndical.

— Dans les grèves, LO proposerait l'élection de comités de grève tandis que la LCR négligerait une telle tâche.

Définir une orientation politique qui défende de manière indissociable les intérêts de la classe ouvrière et les exigences de la construction d'un parti révolutionnaire, voilà le cadre d'une discussion que nous voudrions commencer avec LO.

La question du travail syndical

Nous partons, dans notre intervention quotidienne, de la défense des intérêts de la classe ouvrière. Pour défendre leurs revendications, leur pouvoir d'achat et leurs conditions de travail, les travailleurs ont construit, au travers de décennies de luttes de classes, leurs organisations de défense : les syndicats.

Ces syndicats, malgré la politique de leurs directions bureaucratiques, constituent non seulement un acquis considérable, mais c'est la seule force d'organisation permanente dont peuvent se servir les travailleurs pour la défense de leurs intérêts quotidiens.

Aussi, ne pouvons-nous pas être d'accord avec l'assimilation qu'opère LO des syndicats — organes de défense de la classe — aux appareils syndicaux. Car si les syndicats sont dominés par des appareils bureaucratiques, ils n'en restent pas moins des organisations de masse des travailleurs.

C'est pourquoi, LO en assimilant les syndicats aux appareils réformistes ne peut que négliger tout réel travail syndical. C'est aussi, à l'usine, ce qui conduit les militants de LO à s'en servir comme simple couverture, lorsqu'ils sont majoritaires ou influents dans une section syndicale, de leur organisation politique.

Une telle orientation désarme les révolutionnaires d'un double point de vue :

— Elle laisse les mains libres aux directions syndicales, car elle libère les bureaucrates d'une opposition syndicale de lutte de classe qui conteste leur mainmise sur les syndicats ;

— Elle handicape le travail de masse des révolutionnaires dans la classe ouvrière, car tout le monde sait qu'en général « les hommes et les femmes de confiance » de la classe ouvrière, ses dirigeants dans les luttes, ceux vers qui l'on se tourne dans les ateliers ou les services sont des travailleurs reconnus sur le plan syndical.

Voilà pourquoi la LCR, depuis maintenant des années, a fait le choix d'un travail syndical patient, systématique et cohérent.

D'abord par un travail de masse quotidien dans la lutte de classes pour la défense de toutes les revendications ouvrières, « les petites comme les grandes ». Dans ce travail syndical de tous les jours, les militants de la LCR cherchent à mobiliser non seulement les syndiqués, mais aussi les travailleurs non syndiqués, toujours dans le but de se rapprocher et de rapprocher l'organisation syndicale de la masse de travailleurs (c'est par exemple, l'appui qu'apportent nos militants à la mise en place de délégués de chaîne dans certaines grosses usines de l'automobile).

Ensuite, c'est la conquête de positions syndicales — non pour avoir des postes, mais sur la base de positions de classe pour consolider la confiance qu'ont donnée les travailleurs à nos camarades. Comment les travailleurs pourraient-ils comprendre que nous refusions les responsabilités qu'ils nous confient ?

Enfin, et c'est aller jusqu'au bout de notre choix, c'est la participation sur des positions lutte de classe à la construction d'une tendance syndicale contre la politique des directions confédérales, seul moyen de faire aujourd'hui des syndicats l'instrument unitaire, démocratique et de classe dont les travailleurs ont besoin contre les attaques capitalistes.

C'est dans ce sens que nous avons soutenu la bataille autour de « l'appel de Marseille » dans la CGT qui soulignait la nécessité pour les syndicats de prendre position pour chasser Giscard.

Par là-même, cet appel indiquait ce que devait être le rôle élémentaire du syndicat face à une telle échéance, et il fournisssait à toute une série de travailleurs syndiqués, de militants « lutte de classe », le moyen de se remobiliser.

Dans la CFDT, nos militants se sont totalement investis dans la construction d'une opposition syndicale de classe à la direction confédérale Maire.

Aussi, ce n'est pas en discutant, ou en négligeant le travail syndical, qu'on répondra à la situation de crise des organisations syndicales, mais en y menant une bataille de classe et de masse en leur sein.

Et les comités de grève ?

Lors des grèves, les camarades de LO défendraient l'élection de comités de grève, tandis qu'à la LCR nous nous opposerions.

Cette appréciation de LO est totalement erronée. Faut-il rappeler aux camarades de LO qu'en 1971, à l'EDF Brest, ce fut à l'initiative d'un dirigeant de la LCR que les travailleurs élirent un comité de grève.

Faut-il rappeler que dans toutes les grèves de l'automobile, depuis le 10 mai 1981, nous avons appuyé toutes les formes d'auto-organisation apparues : du comité de Renault-Flins en avril 1982, à la commission de travailleurs de la sellerie à Billancourt en janvier 1983, au comité de grève à Chausson.

Dès que les conditions politiques sont réunies — à savoir un rapport de forces qui préserve le caractère représentatif de ce type de structure — les militants de la LCR prennent l'initiative de proposer aux travailleurs toutes les formes d'auto-organisation qui, dans l'unité, associent et organisent démocratiquement la masse des travailleurs en grève.

Il n'y a donc pas désaccord entre LO et la LCR sur la nécessité de comités de grève pendant les grèves.

Un meeting organise par les grévistes aux usines Citroën en 1983.

Là où il existe un désaccord réel, c'est sur le rapport de ces comités de grève à l'organisation syndicale, c'est sur la nécessité de faire de ces structures de réels organismes unitaires et représentatifs. Les désaccords renvoient à nos différences politiques sur la bataille pour l'unité des travailleurs et de leurs organisations dans l'action face aux patrons.

Si nous proposons l'élection des comités de grève dans des assemblées de travailleurs en grève, c'est pour que ceux-ci contrôlent démocratiquement leur mouvement, réalisent l'unité des grévistes et construisent le meilleur rapport de forces.

Dans ces conditions, nous sommes favorables à la participation des organisations syndicales à ces comités de grève, étant bien entendu que ces derniers restent souverains sur la conduite de l'action.

C'est le meilleur moyen pour que les travailleurs fassent l'expérience de la politique des réformistes, dans la pratique même de la lutte des classes. N'est-ce pas ce qu'ont fait les travailleurs de Flins en imposant l'unité syndicale CGT-CFDT par la participation du comité de grève, en tant que tel, aux négociations avec la direction de la Régie. N'est-ce pas ce qu'on fait les ouvriers de la sellerie de Billancourt en se tournant vers leurs délégués CGT et CFDT pour constituer une commission de travailleurs ?

Les comités de grève ne sont évidemment pas un simple supplément aux syndicats, ou même un organe de pression comme peuvent le considérer certains syndicalistes ; non, il y aura bataille contre l'appareil réformiste pour imposer les comités de grève élus et leur souveraineté. C'est au comité de grève, responsable devant l'assemblée des travailleurs, de décider et à personne d'autre (et à Flins, par exemple, nous avons soutenu, contre les responsables PCF, les travailleurs qui ont imposé le comité de grève aux négociations). Pour réaliser l'unité des travailleurs en grève, il faut aussi rejeter toute manipulation des comités de grève comme une machine antisyndicale ou comme un regroupement politique de fait qui isole une frange radicale de travailleurs de la mobilisation de masse unitaire, conduisant ainsi à la division des rangs ouvriers et à l'affaiblissement des travailleurs en grève.

Voilà où peuvent se situer les désaccords avec LO sur la question des comités de grève.

L'intervention politique des révolutionnaires dans l'entreprise

La LCR ne s'intéresserait-elle qu'aux travailleurs « politisés », comme le prétend LO ? La LCR détermine son intervention en fonction des intérêts de la masse des travailleurs et non vis-à-vis de telle ou telle couche plus ou moins politisée. Mais deux critères guident notre intervention : la bataille pour le front unique des travailleurs et de leurs organisations, pour leur unité dans l'action, et la construction d'un parti révolutionnaire.

Dans ce cadre, l'intervention politique des révolutionnaires est décisive. Car, si le travail syndical est le levier décisif pour stimuler et impulser la mobilisation unitaire des travailleurs, les révolutionnaires ne peuvent apparaître seulement comme de bons syndicalistes ou « les meilleurs lutteurs », mais ce sont des gens dont les travailleurs attendent des perspectives politiques.

D'abord, parce qu'il est indispensable de fournir le cadre politique, les explications nécessaires de l'organisation révolutionnaire. Cela supposé, l'apparition des militants révolutionnaires comme militants politiques dans l'entreprise.

Voilà pourquoi, depuis quelques années, l'apparition politique de la LCR dans les entreprises, par le renforcement et la construction de nouvelles cellules dans des bastions clefs de la classe ouvrière, par l'accroissement du nombre de feuilles d'entreprise (feuilles qui sont un point d'appui pour le travail de masse de militants), par l'organisation dans et autour de la LCR des travailleurs qui agissent avec elle dans les entreprises et les syndicats.

Bien des efforts sont encore nécessaires, mais sur ce point, LO et la LCR partagent les mêmes objectifs.

Ensuite, lorsque les révolutionnaires sont bloqués par l'appareil bureaucratique, ou que le problème dépasse le cadre syndical, ils doivent prendre des initiatives : appels, pétitions, initiatives de mobilisation, à condition toujours que cela aille dans le sens de l'unité des travailleurs.

Aussi, la LCR a donné son appui au mouvement Pour l'union dans les luttes en 1980-1981. Nous avons soutenu l'appel lancé par 1 000 travailleurs de Rouen, fin 1982.

Parfois, il s'agit de signatures ou d'appels à des réunions d'atelier ou de service, à partir de délégués syndicaux, mais contre l'appareil bureaucratique.

Mais nous rejetons toutes les initiatives, comme par exemple la constitution de comités de lutte permanents, qui ne peuvent déboucher que sur la minorisation des travailleurs les plus combatifs et une coupure entre différentes couches de travailleurs, affaiblissant la mobilisation unitaire globale. Malheureusement, les camarades de LO en prennent souvent la responsabilité.

Oui, faire de l'organisation révolutionnaire un élément moteur de l'unité de combat des travailleurs, de leur rassemblement aussi large que possible est décisif.

C'est ce point qui nous guide pour aborder le problème de la construction du parti, car nous partageons les préoccupations de LO sur la nécessité d'un nouveau parti ouvrier « à gauche de la gauche », le dialogue avec les communistes et les socialistes désorientés par la politique de leurs directions.

Mais comment concilier les exigences envers le mouvement ouvrier tel qu'il est actuellement, organisé par le PS et le PC, et un travail syndical conséquent ? Comment concilier cette politique avec le refus de faire un geste élémentaire aux yeux de ces travailleurs : appeler à un vote de classe pour les candidats du PC et du PS contre la droite ? Enfin, comment LO peut-elle nous reprocher de nous préoccuper des travailleurs politisés, alors qu'elle sent bien que la construction du parti implique de s'adresser à ces dizaines de milliers de travailleurs organisés et influencés par le mouvement ouvrier traditionnel.

Quant à nous, nous essayons dans les entreprises de combiner indissociablement la construction d'une organisation indépendante, d'un parti d'action utile aux travailleurs, avec une orientation qui stimule la mobilisation unitaire des travailleurs et développe une alternative politique anticapitaliste à la politique des directions réformisres.

C'est, à nos yeux, la seule façon de répondre aux exigences de la masse des travailleurs comme à celle des travailleurs politisés. Et de contribuer à la construction du parti révolutionnaire des travailleurs, à laquelle nous voulons travailler les uns et les autres.

François Ollivier (LCR)

Fête commune de LO - LCR

Cette année, durant le week-end de la Pentecôte, il y aura une fête commune de Lutte ouvrière et de la Ligue communiste révolutionnaire.

Celle-ci aura lieu les 21, 22 et 23 mai à Presles (Val-d'Oise), sur le terrain habituel de la fête de Lutte ouvrière*.

Déjà, en 1979, au moment où nos deux organisations se présentaient ensemble aux élections européennes, la fête de Lutte ouvrière était devenue un rassemblement de soutien à la liste commune « Pour les Etats Unis socialistes d'Europe ». Mais, cette fois, ce sera une fête commune à nos deux organisations, puisque la Ligue communiste révolutionnaire a décidé de participer à part entière à sa préparation, d'y avoir ses propres stands et une présence politique à part égale avec Lutte ouvrière.

Cela ne signifie pas, bien sûr, que les divergences politiques qui nous séparent seraient moindres par exemple qu'il y a une ou plusieurs années. Mais justement, ces divergences ne nous empêchent pas d'agir ensemble lorsque cela est possible. Ainsi, nous avons présenté des listes communes, sous le sigle « La voix des travailleurs contre l'austérité », aux récentes élections municipales. Eh bien, nous montrerons lors de cette fête que nos désaccords ne nous ont pas non plus empêchés d'organiser ensemble un grand rassemblement politique de l'extrême gauche révolutionnaire, dans lequel tous les courants de celle-ci, d'ailleurs, peuvent, s'ils le souhaitent, s'exprimer et débattre dans un climat de discussion fraternelle.

Pendant les trois jours de la fête, les militants de Lutte ouvrière et de la LCR travailleront, bien sûr, à son organisation. Mais ils seront aussi là pour discuter et débattre, ensemble et avec les militants ou les proches d'autres organisations. Car, chaque année, des dizaines de formations politiques et d'associations, de France ou de l'étranger, seront présentes à la fête et pourront y présenter leur presse, y défendre leurs points de vue, leurs idées. Comme chaque année aussi, des forums de discussion seront organisés, sur tous les sujets, en toute liberté, avec des représentants de la LCR et de LO ou d'autres invités. Comme chaque année, des stands d'entreprise, de région, permettront aux travailleurs, aux militants, de se retrouver ensemble pour discuter, dans un autre cadre que le cadre quotidien.

Rassemblement politique, la fête sera aussi, bien sûr, tout simplement une occasion de joie et de détente dans un cadre champêtre. Ce sera un spectacle considérable, avec plusieurs podiums, des artistes connus et moins connus, des groupes musicaux et de théâtre, des comédiens, des danseurs, des chanteurs de rue, etc. Nous donnerons les détails de ce programme artistique, à mesure qu'ils seront connus, dans les colonnes de *Lutte ouvrière* et *Rouge*.

Et puis, vous trouverez aussi plus de trois cents stands de jeux, d'expositions, de spécialités régionales, nationales et internationales. Egalement des cinémas, un bal dans la nuit du dimanche au lundi, une animation et des jeux en permanence dans les allées, sur les places.

A bientôt, ensemble, à la fête de Lutte ouvrière et de la Ligue communiste révolutionnaire !

*** Les billets sont disponibles auprès des militants de la LCR et de LO.**

Marie-Paule Belle

Ils seront parmi nous

Notre programme n'est pas encore complet, et nous l'annoncerons au fil des semaines.

Mais d'ores et déjà nous savons que nous aurons parmi nous :

— Marie-Paule **Belle**.
— **Toure Kounda**, musique africaine.
— **Josefina**, chanteuse de tangos argentins.
— **Duval et Machon**, limonaires et théâtre de rue.
— **Les Poinchevaux**, folk.
— Jean-Marc **Delpech**, chansons et animation.
— José **Armijo**, chansons du Salvador.
— **Trigone**, chansons italiennes.
— **Juliet' et Onyx**, jazz rock.
— Patrick **Elies** chantera Brel.
— Philippe **Cauvin**, guitare.

Avec Yvon **Hamard**, **Montserrat** et Jean **Mourière**, ce seront les sketches du spectacle *« Silence, j'intériorise »*.

Il y aura aussi du théâtre avec *« Vous avez dit bizarre »*.

Et ce n'est bien sûr qu'un début.

Week-end de la Pentecôte
21-22-23 mai : FETE LO - LCR
A Presles (dans la région parisienne)
Des centaines de stands, des dizaines de forums-débats, du spectacle

COMMENT LE CREDIT AGRICOLE « AIDE » LES PAYSANS TOGOLAIS

Le Monde du 19 avril, dans son supplément économique, publie un intéressant article sur l'agriculture au Togo, ou plus exactement sur l'intervention discrète mais efficace du Crédit Agricole français dans cet Etat africain.

Depuis une dizaine d'années, en effet, le Crédit Agricole français est associé à son homonyme togolais (qui est une banque d'Etat). La participation du Crédit Agricole français est apparamment modeste : 7 % environ du capital du Crédit Agricole du Togo (CNCA), soit 75 millions de francs CFA (1,5 million de francs français).

Mais le poids du Crédit Agricole français dans le pays dépasse, et de loin, celui de ses investissements. D'abord, parce que le Togo appartient à la zone-franc, c'est-à-dire que sa monnaie dépend du franc français et que le Trésor français contrôle de droit et de fait la politique financière, économique et, bien sûr, agricole du pays, comme de la plupart des anciennes colonies africaines de la France. Ensuite, parce que le Crédit Agricole a des moyens de pression sur la CNCA togolaise : c'est lui qui paye le salaire de son directeur (un Français, ancien haut-cadre du Crédit Agricole) ; c'est lui qui a financé la construction des centres de formation agricole togolais ; c'est lui qui fournit des assistants techniques, etc.

En fait, sous couvert de coopération technique et de *« transfert de savoir-faire »* (l'expression est du *Monde*), le Crédit Agricole s'est arrogé le droit de surveiller et d'orienter l'agriculture togolaise. D'autant que l'intervention du Crédit Agricole s'inscrit, dit *Le Monde*, dans le cadre des *« programmes de développement de la Banque mondiale pour la régénération de la caféière et de la cacaoyère »*, c'est-à-dire dans le domaine exclusif des produits d'exportation (cacao et café) et au détriment des cultures vivrières, comme le reconnaît l'auteur de l'article. Concrètement, l'Etat togolais force les paysans à se grouper en coopératives, tandis que le Crédit Agricole fournit son « savoir-faire » pour que ces coopératives produisent, non pas pour la population, mais pour l'exportation, c'est-à-dire avant tout pour satisfaire les besoins des trusts — français notamment — de l'agro-alimentaire qui ont la haute-main sur le commerce du café et du cacao.

Déjà en France, bien des paysans sont soumis aux volontés du Crédit Agricole. Mais dans un pays pauvre, comme le Togo, cela aboutit pratiquement à réduire les agriculteurs à la merci de leurs créanciers bancaires. D'après *Le Monde*, les paysans togolais y gagneraient car ils seraient *« libérés de la pression des usuriers »* locaux traditionnels. Mais, à la place, ils se trouvent soumis à une société d'économie mixte contrôlée par la première banque française (le Crédit Agricole est même l'une des cinq plus grandes banques mondiales), c'est-à-dire des usuriers français.

Forcés de s'endetter, les deux tiers des paysans togolais n'arrivent pas à rembourser, notamment quand leur récolte est détruite par les feux de brousse ou la sécheresse, comme celle qui frappe actuellement de façon dramatique toute l'Afrique occidentale.

« L'assistance technique » française prend à la gorge les paysans togolais, mais elle ne prend pas au dépourvu le Crédit Agricole. *Le Monde* écrit ainsi que, *« afin de recouvrer les créances, (...) un commissaire de police est attaché à demeure à la CNCA »* et, *« depuis 1981, sont mis en place des comités villageois qui sont la garantie morale des emprunteurs »*. En clair : quand le paysan togolais n'arrivera pas à rembourser, c'est son village que la police fera payer.

Mitterrand au Togo en janvier dernier, en bon représentant des hommes d'affaires et banquiers français qui exploitent l'Afrique.

Le Togo est certes politiquement indépendant depuis une vingtaine d'années. Mais pratiquement, comme de nombreuses ex-colonies, il reste une chasse gardée de l'impérialisme français, de son industrie agro-alimentaire, de ses banques (et pas seulement du Crédit Agricole). Libéré des usuriers traditionnels, le paysan togolais ne sera plus soumis qu'aux fluctuations des cours mondiaux du café et du cacao et à la prétendue aide des usuriers, pardon, des banquiers français !

Jean-Louis CHAMPENOIS

SEVESO :

Les multinationales au-dessus des lois

Le procès des responsables de la catastrophe de Seveso, qui devait s'ouvrir le 18 avril, a été reporté. A vrai dire, quelques jours ou quelques semaines de retard supplémentaire n'ont plus, aujourd'hui, beaucoup d'importance. Cela fait en effet bientôt sept ans que la commune italienne de Seveso a été contaminée par un produit particulièrement toxique : la dioxine qui s'était échappée d'une usine contrôlée par le groupe multinational suisse Hoffmann-Laroche. S'il n'y eut pas de mort à déplorer, les conséquences de cette catastrophe furent néanmoins très importantes. Deux fillettes furent atteintes au visage. Elles en portent toujours les marques. Quatre-vingt-treize personnes furent atteintes de chloracné, une lésion de la peau. 776 personnes durent être évacuées et 77 000 animaux furent tués par la dioxine ou durent être abattus sur les 18 km² contaminés. Aujourd'hui encore, il reste tout un périmètre interdit autour de l'usine, et sur des hectares le sol n'a pu être rendu à l'agriculture qu'en ôtant la terre contaminée et en la remplaçant par une nouvelle couche.

Cela fait donc maintenant sept ans que le groupe Hoffmann-Laroche se bat — avec un succès certain — à la tête d'une armée d'avocats pour retarder le procès. Bien sûr, la multinationale — du moins le dit-elle — n'a pas lésiné sur les indemnisations. Selon ses chiffres, 25 000 personnes auraient été indemnisées et elle aurait dépensé 660 millions de francs en dédommagements et en frais de décontamination. C'est peut-être vrai mais, si cela prouve quelque chose, c'est que le groupe pharmaceutique suisse craint plus encore la publicité sur ses pratiques que de perdre des sommes, qui paraissent considérables au commun des gens, mais ne représentent que peu de choses par rapport à l'ensemble de ses affaires et de ses profits.

Car ce qui est en cause, dans cette affaire, plus encore que le comportement irresponsable de tel ou tel dirigeant de l'usine de Seveso ou du groupe Hoffmann-Laroche, c'est la politique même de ces géants que sont les multinationales qui, de fait, se jouent des législations nationales, tout comme ils se moquent de la sécurité des populations.

De ce point de vue, l'attitude du groupe Hoffmann-Laroche, au moment de la catastrophe comme depuis lors, est exemplaire. C'est ainsi que la production continua pendant cinq jours après l'accident dans l'usine contaminée, comme si de rien n'était. Elle ne fut finalement stoppée que parce que les ouvriers refusèrent de continuer à travailler. Il fallut attendre plusieurs jours pour que les dirigeants du groupe se décident à donner la composition exacte des produits à l'origine de la pollution. L'affaire de la « disparition » des 41 fûts contenant des déchets de Seveso prouve de manière éclatante que ces multinationales ont les moyens de défier les Etats, y compris ceux des pays développés comme la France (pour ne pas parler de ceux des pays sous-développés qui sont mis en coupe réglée et sans contrôle aucun par ces multinationales là où elles opèrent).

Le groupe suisse Hoffamnn-Laroche fait enlever par l'entreprise allemande Mannesmann des déchets toxiques de son usine italienne. Les déchets en question sont pris en charge à la frontière française par un transporteur français, lui-même contacté par une société-bidon suisse... avant de disparaître dans la nature, si on peut dire. Comment, et contre qui la justice — et la justice de quel pays ? — peut-elle se dresser ? D'autant qu'à chaque étape les multinationales ont les moyens de se payer les avocats les plus procéduriers, de jouer des différences de législations entre pays et, le cas échéant, de s'acheter des complicités. C'est ainsi que, selon un journal allemand, le transporteur français qui le dernier a pris en charge officiellement les déchets aurait reçu un million de dollars pour se taire. On comprend, dans ces conditions, que les Etats — quand bien même ils en auraient la volonté, ce qui reste à prouver — soient juridiquement désarmés face à des groupes comme Hoffmann-Laroche ou, pour prendre un autre exemple, face aux responsables de la catastrophe de l'*Amoco-Cadiz*, ce pétrolier d'une nationalité, circulant sous un pavillon de complaisance pour le compte d'une compagnie pétrolière d'une troisième nationalité et finissant pas s'échouer sur les côtes françaises. A ce niveau, ce n'est plus une question d'harmonisation des législations. C'est en fait tout un système qui est en cause, un système où quelques capitalistes, forts de leur puissance et de leur argent, se placent au-dessus des lois pour exploiter l'écrasante majorité et, le cas échéant, mettre des régions entières — et leurs habitants en danger.

J.H.

A l'émission « Droit de réponse » le 17 avril, une militante de Green Peace essayant de passer les menottes au sénateur italien chargé de régler le contentieux de l'affaire de Seveso.

DANS LES ENTREPRISES

Hôtel-Dieu de Clermont-Ferrand

Comment l'administration résoud le manque d'infirmières

En pédiatrie, le service Tixier de l'Hôtel-Dieu est une unité de néonatologie, seul service de réanimation infantile sur la région, le plus proche étant Lyon. C'est un service qui accueille parfois jusqu'à soixante enfants, pour un effectif normal de quarante-huit.

Il arrive qu'il n'y ait que deux infirmières et une auxiliaire de puériculture en réanimation, avec quatorze enfants dont huit sous respirateur, ou que deux auxiliaires de puériculture se retrouvent avec vingt-quatre prématurés, sans aucune infirmière.

Les conditions de travail y sont telles que le personnel ne reste pas longtemps. Et beaucoup d'infirmières sont de nouvelles embauchées, sous contrat pour la plupart.

Au début du mois, plusieurs infirmières étant malades, la situation s'est aggravée au point que l'administration s'en « inquiète ». La solution a été pour le moins brutale : la fermeture d'un autre service de pédiatrie, Fleury, pour libérer du personnel pour Tixier.

La veille du week-end de Pâques, la surveillante-chef a fait déménager les enfants sur-le-champ dans d'autres services, sans que le personnel ni les familles n'aient été prévenus à l'avance.

Quand les parents sont arrivés en visite l'après-midi, une affiche sur la porte les informait du lieu d'hospitalisation de leur enfant. Bien sûr, cela avait abouti à remplir les services et à mélanger des enfants d'âges différents. Quand les familles ont appris que le service avait été fermé à cause du manque de personnel à côté, une mère a aussitôt fait signer une pétition aux parents présents, pour protester auprès de la direction.

Après la réouverture de Fleury, une dizaine de jours plus tard, le problème à Tixier reste entier : l'administration a continué de prélever du personnel dans d'autres services d'enfants pour boucher les trous à Tixier, au jour le jour.

A l'appel de la CFDT, une quarantaine d'employés des six services de pédiatrie sont montés chez le directeur. Et comme la direction et les chefs de service de pédiatrie se renvoient la balle, le personnel a demandé une confrontation entre les représentants de l'administration, les médecins et les employées, avec des délégués des trois organisations syndicales.

En Autodialyse, le service a ouvert il y a un an, après bien des difficultés car, par manque de personnel à l'ouverture, il ne fonctionnait qu'un jour sur deux.

Lors d'une réunion du personnel fin mars, la direction annonçait son projet de diminuer les effectifs : quatre infirmières sur sept en moins, et deux aide-soigantes sur six. Commence alors une « campagne » de pressions de l'administration pour qu'une partie du personnel demande sa mutation, sans aucun succès.

Il est évident, bien sûr, qu'une suppression de postes entraînerait une diminution de la sécurité pour les malades, car il faut pouvoir réagir immédiatement au moindre incident pour éviter des accidents plus graves. La direction ne veut rien savoir. La semaine dernière elle priait le personnel de choisir parmi eux ceux qui partiraient du service.

La réponse a été rapide : avec l'appui des trois syndicats et de l'Association des Insuffisants Rénaux d'Auvergne, le personnel d'Autodialyse a fait connaître la situation par tract à l'ensemble du CHU. La presse et la télé régionales ont été alertées, ainsi que la mairie tenue par M. Quillot, ministre du Logement.

Compagnie française des pétroles (Le Havre)

A la centrale, ça chauffe !

A la CFR au Havre, la direction s'est lancée dans une politique de restructuration depuis quelques années. Les postes sont supprimés par dizaines, ce qui lui a permis de mettre en place la 5e équipe sans embaucher.

A la Centrale (secteur qui alimente toute la raffinerie en eau, vapeur, électricité), la hiérarchie a annoncé qu'elle voulait supprimer deux postes, dont un poste de chauffeur aux chaudières. Un à un, nous avons été convoqués par le chef du secteur, qui recherchait des volontaires pour assurer le poste, faisant miroiter le passage au coefficient supérieur. Mais nous avons tous refusé, car c'est une surcharge de travail qui constitue en plus une atteinte à la sécurité. Nous avons fait une pétition pour le maintien des postes, à l'initiative des opérateurs concernés, que tout le monde à la Centrale a signée, y compris les chefs de quart et les contremaîtres. Nous l'avons portée au chef de division, auquel l'un d'entre nous a déclaré : « *Si vous persistez, on va l'appliquer, nous, la restructuration, mais en commençant par le haut : on supprime votre poste* ». Il en a perdu toute sa fierté !

Au début du mois, voyant notre mécontentement, la CGT a pris les affaires en main et a organisé un débrayage de deux heures à la prise de chaque équipe du personnel de la Centrale. La direction a suspendu les suppressions de postes. Depuis, direction et syndicats négocient. On nous parle d'automatiser la conduite des chaudières. Ce qui va reposer le problème de suppression de postes bientôt. Mais nous serons au rendez-vous, prêts à réagir.

Correspondant L.O.

Assurance L'Europe (Paris)

Guéguerre de succession sur le dos des employés

L'Europe a été rachetée par trois autres compagnies d'assurances et va donc disparaître prochainement. Mais nous, les employés, ne savons pas exactement quand nous partirons. A part les 43 qui doivent rester pendant au maximum 3 ans pour assurer la liquidation (et qui au départ devaient être 190 !), il était d'abord prévu que les autres partent au mois d'avril. Puis cela a été reculé de mois en mois. Aux dernières nouvelles, une grosse partie du personnel partirait en juin, et les autres départs s'étaleraient jusqu'en décembre.

Il faut dire qu'aussi bien l'Europe que les deux principaux acheteurs, La Providence et Le Secours, se disputent le personnel. Ces deux dernières compagnies voudraient pouvoir utiliser le personnel qu'elles ont décidé d'embaucher, et cela dès la transmission des dossiers de 1983.

De son côté l'Europe voudrait garder le plus de monde le plus longtemps possible, après cette transmission, pour liquider les dossiers de sinistres en cours. Car actuellement nous n'ouvrons que le courrier concernant l'ouverture de contrats et n'avons pas le temps de répondre aux lettres consacrées à des dossiers créés antérieurement.

La direction de l'Europe sait parfaitement que 43 personnes c'est très peu pour liquider tout l'arriéré. Ce n'est pas pour trois ans qu'il y en a, mais pour dix. Elle cherche donc par tous les moyens à nous garder et à nous faire abattre le plus de travail possible.

Ainsi, lorsque Le Secours a invité ceux d'entre nous qui doivent y être transférés, à une réunion le 19 avril à 16 h 30 où nous aurions dû apprendre nos futures affectations, notre P-DG voulait d'abord imposer que nous y allions, mais en prenant le temps sur nos heures de crédit. Ensuite il a accordé une demi-heure, qui couvrait tout juste le trajet entre les deux compagnies, et enfin trois quarts d'heure (la réunion s'est terminée vers 19 h). Il est difficile de mieux montrer sa mesquinerie !

D'ailleurs, si L'Europe tient tant à avancer dans la liquidation des sinistres, c'est que le retard commence à lui coûter cher. En effet les compagnies d'assurances auxquelles elle se trouve confrontée à l'occasion d'un sinistre, sachant la pagaille qui règne ici, se mettent à envoyer systématiquement des assignations (procédures judiciaires, dont l'Europe doit payer les frais), même pour des dommages matériels, au lieu de l'habituelle procédure à l'amiable.

Que les requins se dévorent entre eux, c'est dans l'ordre des choses. Mais ce n'est pas une raison pour que nous, les employés, nous fassions les frais de leurs batailles.

Correspondant L.O.

Chèques postaux La Source (Loiret)

L'Oscar de la bêtise administrative

Vendredi 15, il y a eu un petit cafouillage dans l'établissement des programmes de l'ordinateur. Les extraits de comptes qui sont envoyés aux clients à chaque opération sont sortis faux. Rien de bien grave jusque-là.

Quand nous les avons vus arriver dans le service, nous avons pensé, en toute logique, qu'ils allaient aller au pilon. Eh bien non ! Les grands chefs se sont réunis toute la journée pour décider, non pas de les détruire, mais... de nous les faire envoyer aux clients, alors que les crédits étaient inscrits dans la colonne débit. De quoi vous faire dresser les cheveux sur la tête quand vous recevez un tel extrait, en cette période d'austérité.

Dans le service, malgre nos protestations, on nous a fait comprendre que nous n'étions pas là pour penser. Comme le grand chef avait décidé, même si ça dépassait l'entendement, il fallait obtempérer.

Et ce qui devait arriver arriva. Nous sommes maintenant débordés par les coups de téléphone. Les chefs ont le culot de passer dans le service pour voir comment les clients réagissent.

On ne sait pas si on est au sommet de la bêtise administrative mais, tout de même, on ne doit pas en être loin !

Correspondat L.O.

Tri Postal PLM (Paris)

Retour à l'expéditeur

Au moment de la distribution des notations aux agents du centre de tri postal de PLM, un certain nombre d'agents ont reçu une feuille verte qui leur reprochait leurs congés maladie de l'année.

Ils se sont empressés de retourner au directeur du centre, signataire de cette feuille, une réponse dans des termes identiques aux siens :

« *A l'occasion de la notation annuelle, l'examen de votre dossier a montré que vous bénéficiez depuis plusieurs années de nombreux arrêts de travail lors des délégations du personnel.*

Sans en mettre en doute le bien-fondé, il n'en est pas moins incontestable que cet absentéisme nuit à l'ensemble du personnel.

Je vous informe donc que, si cette situation persistait, votre future notation pourrait s'en trouver affectée.

Votre attention est donc attirée sur la nécessité d'améliorer très sensiblement votre assiduité. Une copie de cette lettre sera classée dans votre dossier tenu par le personnel ».

Pour le moment, le personnel signataire de cette lettre au directeur du centre espère qu'il ne sera pas (une fois de plus) absent au moment où ils iront la lui remettre.

Correspondant LO

DANS LES ENTREPRISES

SKF-IVRY

Manifestation contre la fermeture

Jeudi matin 14 avril, à l'initiative de la CGT, les travailleurs de l'usine SKF d'Ivry ont bloqué pendant une heure le pont d'Ivry. Il s'agissait de protester contre la décision de la SKF de fermer l'usine fin 1983, pour restructurer son appareil productif et engranger quelques dizaines de milliards supplémentaires. Là-dessus, tous les travailleurs sont d'accord : il faut que nous nous fassions entendre.

Tout le monde était content d'avoir été nombreux à participer à la manifestation. Plus de 50 % des ouvriers ont manifesté (or la majorité travaillent en deux équipes). Et, d'après les anciens, il faut remonter à Mai 68 pour trouver une participation aussi nombreuse de la maîtrise.

Mais tout avait été tellement bien combiné entre les responsables CGT et les pouvoirs publics que l'impact de notre manifestation a été réduit au minimum.

C'est donc vers 7 h 30 que nous sommes arrivés sur le pont : mais il y avait déjà sur place, dès avant notre arrivée, le service de sécurité de la ville d'Ivry. Nous bloquons la circulation : en trois minutes la police arrive pour mettre en place des déviations. Un feu symbolique est allumé sur le pont : quelques minutes après arrivent trois voitures de pompiers. Vers 8 h 15 un gradé de la gendarmerie demande dans combien de temps nous partirions : 5 à 10 minutes, répond un responsable CGT. Vers 8 h 20 les pompiers éteignent le feu et nous partons manifester dans les rues d'Ivry.

Comme le disait le responsable CGT qui avait tout organisé *« tout s'est passé dans le calme »*. Tellement dans le calme que la radio et la télévision, qui avaient été averties, n'ont même pas daigné se déplacer et n'ont pas parlé de nous, ce qui a provoqué une certaine amertume.

La CGT a annoncé une manifestation du même genre pour le jeudi suivant 21 avril, cette fois à la place Gambetta d'Ivry, à 300 mètres de l'usine. Notons que trois jours auparavant, alors que personne à l'usine n'était au courant, la CGT parlait déjà de cette future action dans un tract distribué sur le marché d'Ivry. Cela montre le peu de souci que les dirigeants de la CGT ont de consulter les travailleurs de la SKF ou de les associer à des décisions qui les concernent pourtant les premiers.

Et nous contenter de manifester dans Ivry, cela a bien peu d'impact. Un travailleur disait, pour défendre cette tactique : *« A Ivry, on est chez nous. On peut faire ce qu'on veut : ça se passe bien »*. Certes ça se passe bien, mais ça s'entend mal.

Et nous sommes un certain nombre à l'usine qui pensons qu'il faudra aller du côté du ministère de l'Industrie ou des Champs-Elysées si nous voulons réellement que notre protestation soit entendue de tout le monde.

Correspondant LO

Arsenal de Lorient (Morbihan)

Trois jours de blocage... pour débloquer la situation

Depuis le 14 mars, les 150 caréneurs de trois entreprises privées travaillant à l'arsenal de Lorient étaient en grève (4 heures par jour) pour la parité de leurs salaires avec ceux de leurs camarades des mêmes entreprises travaillant à l'arsenal de Brest. Il y a en effet 24 % de différence.

Lundi 11 avril , les patrons ont proposé 8 % d'augmentation... échelonnés sur deux ans et demi. Ces propositions furent jugées inacceptables, aussi 80 % des participants à l'assemblée générale organisée par la CGT votèrent la continuation de la grève.

Mercredi 13 avril, pour obliger la direction de l'arsenal à faire pression sur les patrons, les caréneurs ont bloqué les portes de l'établissement jusqu'à 11 heures le matin et 16 heures l'après-midi. Les 3000 ouvriers d'Etat attendaient donc de pouvoir entrer ; si personne ne poussait pour entrer au travail, peu de gens allaient discuter avec les ouvriers bloquant l'entrée.

Une frégate destinée à l'exportation devant être lancée le 23 avril, la direction devait commencer à s'impatienter. Finalement, samedi 16, les patrons accordaient 9 % de rattrapage (2 % en avril, 1 % en octobre et 6 % en janvier 1984) et la création de coefficients intermédiaires pour des promotions plus rapides. Entre avril et janvier, en tenant compte des augmentations liées au coût de la vie, les salaires bruts évolueraient selon la CGT de la manière suivante : OS2 de 4230 F à 5 000 F; OP1 de 4.969 F à 5.873 F. Les caréneurs ont estimé ces acquis non négligeables et ont voté la reprise. Lundi 18 avril ils sont rentrés groupés le matin par la porte principale, contents d'avoir fait reculer leurs patrons après cinq semaines de lutte malgré tout isolée.

Correspondant L.O.

Lussac-les-Châteaux (Vienne)

Trois petites primes... et puis s'en vont !

La société « 3A » (Acoustique-Industrie) fabriquant des enceintes et haut-parleurs s'était installée à Lussac-les-Châteaux voici trois ans, dans une petite usine construite aux frais de la commune, pour le coût de 1 030 000 F à l'époque. Elle avait embauché 28 personnes avec promesse d'emplois ultérieurs. Il était entendu que la société, dont le siège social est à Antibes, devait acquérir l'usine dans un délai maximum de 5 ans.

Les « 3A » ont mis la clé sous la porte en mars 1983, sans avoir payé le mois de février aux salariés et en laissant un passif important : transporteurs, coffres d'ébénisterie réalisés en Italie, Sécurité sociale, impôt, etc.

La municipalité n'a jamais touché un centime de location, s'étant laissé bercer de promesse sans cesse repoussées dans le temps, et jamais tenues. Elle doit maintenant rembourser des annuités d'emprunt de près de 100 000 F pendant 15 ans, pour amortir le coût de la construction de l'usine.

Cela vient s'ajouter, à Lussac (2 135 habitants), à une situation de l'emploi catastrophique : il reste 60 salariés à l'usine d'ébénisterie Cardot, contre 400 voici trois ans, et 40 à l'usine de meubles Couturier, contre 111 l'an dernier.

Certains attendent, pour relancer l'emploi, l'hypothétique chantier de la centrale nucléaire de Civaux (à 6 km de là). Mais avec les centrales, on risque plutôt d'autres genres de retombées ...

Correspondant L.O.

Jeumont-Schneider (Lyon)

Méthodes anti-démocratiques à la CGT

Les élections de délégués du personnel ont eu lieu mercredi 20 avril. Cette année, les dirigeants de la CGT ont décidé de ne pas représenter un ouvrier qui est délégué depuis 4 ans. Ils lui reprochent de critiquer *« le programme, les orientations et... le secrétaire général de la CGT »*. En réalité, ils n'admettent pas que ce travailleur puisse, tout en étant militant de la CGT, défendre les idées de Lutte Ouvrière. Et au fond, ils n'admettent pas que ce travailleur, avec quatre autres ouvriers de l'usine, se soit présenté aux municipales sur la liste *« La voix des travailleurs contre l'austérité »*. Les dirigeants de la CGT voudraient éliminer des délégués du personnel un syndiqué CGT qui exprime clairement son opposition au gouvernement de gauche et qui reproche justement à la CGT de se taire lorsque ce gouvernement impose des mesures de rigueur contre la classe ouvrière.

Seulement, ce travailleur est connu et apprécié parmi les 600 personnes du collège ouvriers. Et une pétition demandant à la CGT de le présenter comme délégué a recueilli 270 signatures. C'est même plus que les 250 voix que la CGT avait recueillies l'année dernière. Mais des signatures, les dirigeants de la CGT s'en moquent. Ils se moquent en effet de l'avis des travailleurs, à tel point qu'ils n'ont même pas voulu organiser une réunion de syndiqués CGT pour discuter du problème et établir démocratiquement la liste CGT des candidats aux élections de délégués.

Alors bien sûr, dans l'usine, les discussions vont bon train. Les dirigeants de la CGT, pour la plupart membres du PCF, se font prendre à partie par des travailleurs qui leur demandent des comptes. En particulier les compagnons en équipe, soit environ un tiers des ouvriers, se souviennent que l'an dernier, lors de la grève pour les 39 h du personnel en postes 2X8, le seul délégué sur qui ils ont pu compter c'est précisément celui que la CGT rejette aujourd'hui.

La grève de février 1982

. Alors, pour faire respecter la démocratie ouvrière, le candidat écarté de la liste de délégués a décidé d'appeler à l'abstention au premier tour. Trois autres travailleurs, qui souhaitaient se présenter avec lui au second tour, ont signé et diffusé le tract appelant à l'abstention.

Au vote, sur les 596 inscrits du collège ouvrier, il y a eu seulement 231 suffrages valablement exprimés. Par rapport aux dernières élections du CE, en novembre 1982, cela fait 170 abstentions ou votes nuls supplémentaires. Il y aura donc un deuxième tour de scrutin en titulaires et en suppléants, où les candidatures pourront donc être libres.

Correspondant LO

LIVRES

IL Y A QUARANTE ANS
L'INSURRECTION DU GHETTO DE VARSOVIE

« Mémoires du ghetto de Varsovie »

« Un dirigeant de l'insurrection raconte » de Marek Edelman et Hanna Krall

Marek Edelman, le seul rescapé des cinq dirigeants de l'insurrection du ghetto de Varsovie, et dont le témoignage vient d'être publié, a été ces derniers jours assigné à résidence à Lodz : actuellement cardiologue à Lodz, il a refusé l'invitation à participer à la cérémonie officielle organisée par le gouvernement de Jaruzelski pour commémorer le 40e anniversaire de l'insurrection du ghetto. Dans une lettre ouverte au gouvernement polonais, il écrit : *« Célébrer ici notre anniversaire, alors que toute la vie de la société est dominée par l'humiliation et la contrainte, alors que les mots et les gestes sont falsifiés, c'est trahir notre lutte, participer à une chose dont le sens est totalement opposé, à un acte cynique et de mépris ».* Empêché donc par la police polonaise de se rendre à la contre-cérémonie de commémoration organisée mardi dernier par le syndicat Solidarité, il y a fait parvenir un message où il dit : les insurgés *« n'avaient pas de chance réelle de réussir mais avaient un espoir et j'espère que cet espoir vit toujours dans nos cœurs aussi... J'espère voir un jour un monde... où les droits des hommes et la vérité seront respectés ».*

Le premier des deux textes qui constituent ce petit livre est le rapport (d'une soixantaine de pages) fait en 1945 par Edelman sur l'insurrection du ghetto, pour son parti, le Bund, Parti Socialiste Juif. Dans les termes concis d'un rapport, sans phrases inutiles, Edelman fait revivre les principaux événements qui ont marqué le quartier juif de Varsovie, depuis l'entrée des troupes nazies en septembre 1939, puis la fermeture totale du ghetto en novembre 1940, jusqu'à son écrasement en mai 1943. Il montre comment les Allemands ont mis en place un Conseil juif, formé de notables, qui était chargé, sous la coupe des autorités allemandes, d'organiser la vie du ghetto, et surtout la constitution d'une police juive dans le ghetto, qui se charge elle-même de la surveillance des habitants et participe aux rafles. Il montre surtout comment s'est organisée la résistance : la création des journaux clandestins, les émissaires qu'on réussissait à faire passer de l'autre côté du mur pour recueillir quelques informations et garder le contact avec l'opposition à l'occupation, la création enfin de l'Organisation Juive de Combat qui organisa l'insurrection.

Edelman souligne aussi dans son rapport les difficultés que rencontraient la poignée de militants dont il faisait partie pour faire comprendre aux habitants du ghetto la réalité : l'extermination dont ils furent à partir de juillet 1942 victimes par vagues successives. Dès les premiers convois, raconte-t-il, le Bund avait réussi à envoyer un émissaire suivre le cheminement des trains, et il revint apportant la preuve de l'envoi des Juifs du ghetto vers les camps d'extermination. Mais la majorité des habitants du ghetto se refusaient à croire ces informations, publiées dans la presse clandestine, préférant se raccrocher à la version officielle donnée par les autorités d'un recrutement forcé pour aller travailler ailleurs. Le fait que les Allemands donnaient du pain à ceux qui s'inscrivaient volontairement pour le voyage servait à conforter cette volonté d'espérer malgré l'évidence : « *Pourquoi nous donneraient-ils du pain s'ils veulent nous massacrer ?* ».

Il a fallu attendre l'assaut final donné par les Allemands le 19 avril 1943, alors que la population du ghetto était déjà passée de 430 000 en mai 1941 à 40 000, pour que les survivants s'insurgent.

L'insurrection éclata le 19 avril et les combats durèrent jusqu'au 10 mai où les rares survivants s'enfuirent par les égouts. Des combattants qui ne pouvaient s'enfuir se suicidèrent pour ne pas tomber aux mains de l'ennemi. Le texte de Marek Edelman comporte des phrases d'une impitoyable dureté. Parlant d'une fille qui, pour se suicider, tire 7 fois, il a ce mot : « *Elle nous a gaspillé 6 balles* ». Pas d'héroïsme ou de grandes phrases. Le combat est sans issue et tous le savent. Ils veulent simplement choisir leur façon de mourir, dans la dignité.

Edelman raconte les événements tels qu'il les a vus, et il était bien placé pour cela, en tenant à ne pas enjoliver les choses, à ne pas grossir le nombre des combattants (qu'il estime à 220, mais qui avec la complicité de la population ont tenu tête vingt jours à l'armée allemande). Et il refuse pour lui-même le terme de héros, car il trouve tout aussi héroïque cette fille qui s'embarque volontairement dans un des convois de la mort pour ne pas y laisser sa mère partir seule.

La deuxième partie du livre rédigée par la journaliste polonaise Hanna Krall est le résultat d'entretiens d'Edelman avec elle en 1977 : le passé s'y mélange avec les problèmes actuels du médecin cardiologue qu'est devenu Edelman. Ces réflexions à bâtons rompus sont malheureusement trop décousues et bien des pages sont d'un intérêt limité. Toutefois, les passages où Edelman fait revivre ses compagnons de lutte dans le ghetto en les montrant tels qu'ils étaient en réfléchissant avec trente ans de recul sur les problèmes humains qu'ils avaient rencontrés, les décisions qu'ils étaient amenés à prendre, donne un aspect complémentaire au rapport nécessairement un peu sec qu'il avait rédigé en 1945.

O.B.

Mémoires du ghetto de Varsovie *de M. Edelman et H. Krall. Ed. Scribe. 160 pages. 59 F.*

A lire ou à relire

« La muraille »

de John Hersey

Ce roman-récit, livre récemment réédité en collection de poche (2 tomes), a été rédigé à partir du journal tenu par un homme du ghetto de Varsovie, le secrétaire Finkelbaum, journal qui s'arrête au moment de l'insurrection (c'est d'ailleurs à partir de ce même journal qu'a été réalisé le petit livre de la collection Archives : *L'insurrection du ghetto de Varsovie*).

Livre poignant, *La muraille* suit jour après jour la vie des familles d'un immeuble du ghetto. Une vie que l'on voudrait organiser comme si tout était normal, une vie avec les petits problèmes de chacun, les égoïsmes, les vaines tentatives individuelles pour se protéger des rafles et de la déportation, les lâchetés, mais aussi une vie marquée par la solidarité, le courage, la dignité de ceux qui veulent continuer à rester des êtres humains face à la barbarie nazie.

Observateur profondément respectueux, attentif et chaleureux des gens simples qui l'entourent, Finkelbaum retrace l'itinéraire de ces hommes et de ces femmes qui, résignés et décidés à laisser le temps mettre fin à leur désespoir, vont peu à peu se décider à résister activement et se préparer à l'insurrection.

Ce journal que Finkelbaum avait enterré dans le ghetto et que l'on a découvert une fois celui-ci rasé, est un témoignage bouleversant.

L.P.

La muraille *de John Hersey. Coll. Folio. 2 tomes.*

LIVRES

A lire ou à relire

« AU NOM DE TOUS LES MIENS »

de Martin Gray

Il s'agit là d'un tout autre témoignage sur le ghetto que celui de l'auteur de *La muraille,* avec un tout autre état d'esprit. Cette fois-ci, ce n'est pas tant la lutte pour la dignité, la générosité ni à proprement parler la prise de conscience qui caractérise le personnage principal, mais bien plutôt un individualisme forcené, une débrouillardise comme un courage hors du commun qui lui permirent d'en réchapper. C'est moins en homme soucieux du sort de ses frères, qu'en jeune aventurier plein de présence d'esprit qui voulait à tout prix s'en sortir, que Martin Gray a survécu à la terreur nazie avant de partir après la guerre, faire fortune aux Etats-Unis.

Dans son livre paru en 1971 (et réédité en Livre de poche), Martin Gray raconte sa vie. Une vie de Juif polonais, enfermé à 15 ans dans le ghetto de Varsovie, condamné à mourir de faim, de maladie, ou sous les coups, à moins de finir gazé à Treblinka. Pour survivre dans le ghetto de Varsovie, Martin Gray devient contrebandier, organisant au péril de sa vie des transports de vivres de l'extérieur du ghetto vers l'intérieur, profitant des failles de l'étau nazi, soudoyant des gardiens, achetant les services de petits truands polonais. Pendant des mois, à force de culot, de courage, de débrouillardise et aussi avec beaucoup de chance, il brave non seulement l'armée allemande mais aussi la police juive qui fait régner l'ordre nazi dans le ghetto. Et c'est pour lui l'occasion de décrire la vie et la mort dans ce ghetto de plus en plus vidé de ses habitants au fur et à mesure que les convois emportent les Juifs vers Treblinka.

Martin Gray ira lui aussi à Treblinka en suivant sa famille. Mais il échappera aux chambres à gaz et parviendra même à s'évader de ce camp de la mort (son témoignage permettra d'ailleurs à Steiner d'écrire son roman *Treblinka* paru dans le Livre de poche) pour revenir à Varsovie, dans le ghetto, raconter aux Juifs encore vivants ce qu'il a vu et ce qui les attend. C'est alors qu'il s'engage dans l'Organisation Juive de Combat pour préparer l'insurrection. Martin Gray raconte comment il a utilisé ses compétences et ses relations de contrebandier pour procurer des armes aux insurgés et comment il participe à cette insurrection avant de s'échapper par les égouts quelques jours avant la fin.

Claude CHARVET

Au nom de tous les miens *de Martin Gray. Livre de poche.*

PAYS DE L'EST

« L'artiste d'Etat De la censure en pays socialiste »

de Miklos Haraszti

« *La censure n'est plus ce qu'elle était* », voilà le thème de ce nouveau livre de l'opposant hongrois Miklos Haraszti qui avait écrit voici quelques années, un fort intéressant témoignage sur la vie en usine en Hongrie : *Salaire aux pièces.*

Finie, donc, l'époque de Staline, aujourd'hui les bureaucrates ont appris l'art de censurer en douceur, plus discrètement. Les artistes ne risquent plus leur peau, rarement leur liberté : seulement leur gagne-pain !

Impossible, en effet, de publier quoi que ce soit, de tourner un film ou de monter une pièce de théâtre en dehors du cadre des organismes étatiques, des organismes sur lesquels la population n'a aucun contrôle ou même droit de regard.

Dans tous ces pays, les artistes professionnels sont en fait de véritables fonctionnaires, sélectionnés par la bureaucratie dirigeante, encadrés par des organismes où l'adhésion est obligatoire. Ceux qui tentent de faire bande à part n'ont pratiquement aucune chance.

Mais, contrairement à ce qu'on pourrait croire, la plupart des artistes-fonctionnaires des pays de l'Est se sont très bien accommodés de leur statut. C'est qu'en échange de leur docilité, la bureaucratie leur garantit non seulement la belle vie, de hauts revenus, l'accès à des magasins spéciaux, à des châteaux transformés en maisons pour artistes, mais mieux que cela, elle leur garantit le succès. Finie, l'angoisse de l'écrivain ou du musicien qui se demande quel accueil le public fera à son œuvre. Dans les pays de l'Est, la culture est obligatoire (ou du moins la diffusion de certains livres même s'ils ne sont pas lus !).

Et de fait, tout le livre d'Haraszti apparaît comme une diatribe, beaucoup moins contre le système politique de ces pays, que contre les artistes eux-mêmes, qui acceptent de se faire les complices et les porte-parole de ces régimes. Plus que de censure, c'est d'autocensure qu'il faudrait parler selon lui. D'après lui, rien d'étonnant à ce que les artistes ne critiquent pas les couches dirigeantes : ils en font partie et en ont conscience. Et d'après lui, ils forment une caste dont la situation matérielle est plus enviable que celle de bien des artistes occidentaux, mis à part quelques vedettes.

Jusque-là, on suit l'auteur. On le suit également lorsqu'il remet en cause l'image de l'artiste, défenseur traditionnel de la liberté : dans presque toutes les civilisations, explique-t-il, les artistes ont toujours été des artistes d'Etat, de l'Egypte des pharaons à l'Europe des cathédrales, en passant par l'empire chinois. L'artiste indépendant du capitalisme occidental fait vraiment figure d'exception (et là il enjolive peut-être la réalité) et encore, le marché n'exerce-t-il pas une certaine censure sur l'œuvre d'art devenue marchandise ?

Mais Miklos Haraszti semble en tirer la conclusion que la transformation des artistes en fonctionnaires d'Etat est une tendance irréversible dont il faut bien s'accommoder. Pour lui, la seule attitude réaliste serait finalement non pas de combattre la bureaucratie, mais de composer avec elle : les bureaucrates, dit-il, ne sont pas tous complètement fermés aux innovations et aux audaces artistiques. Dans la Hongrie d'aujourd'hui, on peut écrire à peu près n'importe quoi, le tout est d'y mettre la forme... bien que l'auteur laisse entendre qu'il a peu d'espoir de voir ce livre-ci publié !

En fait, la liberté aurait trouvé un refuge : entre les lignes. Lire entre les lignes est paraît-il devenu un sport national en Hongrie, avec l'accord tacite des bureaucrates !

Le problème, c'est que le lecteur occidental n'est pas rompu à cette gymnastique, et qu'il est bien difficile de savoir quand l'auteur est sérieux et quand il pratique l'ironie (et à quel degré).

Et c'est pourquoi ce livre laisse le lecteur sur sa faim. On n'apprend guère que des généralités, noyées dans tout un fatras philosophique et psychologique. Mais peut-être ce fatras fait-il partie de la règle du jeu pour faire passer le message ?

Jean-Louis CHAMPENOIS

L'artiste d'Etat - De la censure en pays socialiste *de Miklos Haraszti. 242 pages. 75 F.*

« Le saxophone basse »

de Josef Skvorecky

Skvorecky, auteur tchèque actuellement exilé au Canada, s'est fait connaître notamment avec *L'escadron blindé* (qui contait les aventures en démocratie populaire d'un « brave soldat Chveik » moderne) et par *Miracle en Bohème* (un roman inspiré par la réalité policière des années 1950-1970 en Tchécoslovaquie).

Le saxophone basse regroupe neuf nouvelles souvent anciennes, la plus récente datant de 1962. Dans celle qui a donné son titre au recueil, Danny Smiricky — un adolescent passionné de jazz — se laisse embrigader par un orchestre allemand durant la guerre, afin de pouvoir jouer de cet instrument étonnant qu'est le saxophone basse. Danny est tiraillé entre ses scrupules patriotiques et la fascination qu'exerce sur lui cet instrument. La société tchèque sous l'occupation n'est pas décrite ici : on voit simplement un jeune adolescent qui refuse l'ordre social et les idéologies en se réfugiant dans la musique.

La plupart des autres nouvelles montrent des jeunes aux prises avec leurs besoins d'évasion face à la réalité de l'occupation allemande ou, plus tard, sous le régime stalinien.

Le tout est raconté sur le mode de l'humour grinçant. Ce n'est pas très gai, comme la réalité tchécoslovaque. Mais dans ce monde de grisaille et de dérision, il reste que l'auteur sait nous faire partager sa sympathie pour ses personnages adolescents ou moins jeunes.

André JUILLIARD

Le saxophone basse *de J. Skvorecky. Ed. Gallimard. 292 pages. 95 F.*

« L'opposition dans les pays du "socialisme réel" »

de Fernando Claudin

Ce livre, qui traite de l'opposition en URSS, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Pologne, de 1953 à 1980, a été écrit par un ancien dirigeant du Parti Communiste Espagnol. En effet Claudin, membre de la direction des Jeunesses Communistes avant la guerre civile de 1936, est entré au comité central en 1937 puis au bureau politique en 1947. Il fut exclu du PCE en 1965 pour ses prises de position « eurocommunistes » réclamant que le PCE prenne ses distances vis-à-vis de l'URSS, ce qu'il fera d'ailleurs sous la direction de Santiago Carillo dans les années qui suivirent la mort de Franco.

L'intérêt de ce livre est de présenter un historique assez complet du mouvement contestataire en URSS et dans les trois pays de démocratie populaire. Il présente d'abord les principaux oppositionnels russes, leurs positions politiques, leurs actions. On voit se croiser et parfois s'opposer contestataires partisans de réformes des régimes en place, nationalistes russes et allogènes, militaires et religieux, ou se revendiquant du marxisme, libéraux et réactionnaires à la Soljénitsyne. On suit les hauts et les bas de l'édition clandestine (samizdat) des textes d'opposants, du mouvement pour le respect des droits de l'homme. Claudin relève aussi quelques témoignages sur « l'opposition ouvrière ».

Après une rapide évocation de la crise de 1956 en Pologne et en Hongrie, la seconde partie étudie successivement l'évolution du régime hongrois, le printemps de Prague et le mouvement contestataire tchécoslovaque, puis l'opposition ouvrière et intellectuelle en Pologne jusqu'aux accords de Gdansk.

A travers cette description, Claudin apparaît partisan d'une libéralisation de ces régimes tout en se démarquant des positions pro-occidentales et réactionnaires d'un Soljénitsyne. Mais si, au détour d'une phrase, il parle parfois de « l'impérialisme russe », Claudin ne présente pas une analyse de la nature sociale et politique des pays d'Europe de l'Est. Il se contente de décrire les différentes oppositions qui s'y manifestent, une description assez exhaustive et qui sert à fixer quelques idées et rappelle tels ou tels événements.

Vincent GELAS

L'opposition dans les pays du « socialisme réel » *de Fernando Claudin. PUF - Recherches Politiques. 382 pages. 145 F.*

FILMS

« *La Ultima Cena* »
(La dernière Cène)

Film cubain
de Tomas Gutierrez Alea

Ce film historique se base, paraît-il, sur des faits authentiques. Cela se passe au XVIII[e] siècle, à Cuba, dans une plantation de sucre, une de ces plantations où les descendants des conquistadors espagnols faisaient travailler les Noirs dans les pires conditions.

Le propriétaire de la plantation, un comte, pris d'un accès de piété, décide d'inviter à sa table, la veille du vendredi saint, douze de ses esclaves, ce qui lui donne l'illusion d'être entouré de ses douze apôtres (au XVIII[e] siècle, les mythomanes ne pouvaient pas encore se prendre pour Napoléon). Parmi ces douze apôtres se trouve un esclave qui s'est enfui, qu'on vient de capturer et auquel, en guise de châtiment, le contremaître, dit « Le commandeur », a coupé une oreille qu'il a jetée aux chiens...

Pendant le repas, le comte, aux trois-quarts ivre, raconte à ses esclaves l'histoire de Saint-François, pour qui il n'y avait pas de plus grande félicité que de souffrir avec résignation. La morale de cette histoire est accueillie diversement par les douze Noirs, eux aussi étourdis par la nourriture et la boisson.

De toute façon, le commandeur se charge de dissiper les illusions en venant les réveiller le lendemain matin à coups de fouet.

La rébellion éclate. Le commandeur est tué et les esclaves mettent le feu à la sucrerie. Mais le comte charitable revient à la tête d'hommes armés. La révolte est matée, et le film s'achève sur l'image des têtes des onze convives au bout de onze piques.

Une dénonciation vigoureuse de l'esclavage et surtout de l'hypocrisie de la religion catholique.

Jean-Louis CHAMPENOIS

« *Le dernier combat* »

de Luc Besson

Ce *dernier combat* est en réalité le premier film de Luc Besson, jeune réalisateur de 23 ans, qui a tourné avec peu de moyens, peu d'acteurs, en noir et blanc. Mais il s'agit d'un beau film qui fascine dès les premières images.

Cela se passe dans une ville en ruines, couverte de débris et de gravats, entourée de déserts de sable. Paris peut-être, en tout cas une ville française, comme en témoigne une pancarte Darty dans un sous-sol inondé où surnagent quelques cuisinières. D'autres symboles de la civilisation ont été miraculeusement préservés : quelques voitures, un tableau, un babyfoot. Des détails insolites : des armes qui ressemblent à des arbalètes et sont en fait des rayons de la mort ; un canoé avec des ailes et un moteur d'avion.

Une pluie de poissons à un moment... L'humanité semble s'être réduite à une douzaine d'individus qui ont perdu l'usage de la parole et retrouvé des instincts de fauves. On les voit se battre sauvagement pour leur territoire, ou simplement sans raison apparente.

Au milieu de cette apocalypse, deux individus essaient malgré tout de faire renaître la civilisation — c'est sans doute cela, le dernier combat. Dans l'hôpital où ils ont trouvé refuge, on les voit panser leurs plaies, réapprendre à faire la cuisine dans une vieille poêle à frire, jouer maladroitement au ping-pong, et même faire des peintures rupestres sur un mur, comme à Lascaux il y a vingt mille ans.

L'absence de dialogues dans le film (qui n'est pourtant pas un film muet : les hommes s'expriment par borborygmes) crée une atmosphère oppressante.

Et tout au long du film revient cette question angoissante : comment en est-on arrivé là ? Le film ne le dit pas. On pense à une guerre nucléaire, bien sûr, ce que suggèrent d'ailleurs quelques détails : des masques à gaz, des accoutrements qui ressemblent vaguement à des combinaisons spatiales. On peut aussi bien y voir un film symbolique : pas besoin d'une guerre nucléaire, la mort de l'homme civilisé est déjà dans les têtes.

Mais *Le dernier combat* n'est pas un film à thèse. Certaines scènes ont quelque chose de terriblement réel, qui fait que même les détails les plus invraisemblables n'étonnent pas.

On en sort un peu écrasé et inquiet, heureux de s'assurer que Paris est bien encore là, entier, avec ses boulevards, ses néons et son bon vieux métro...

Jean-Louis CHAMPENOIS

« *Le choix de Sophie* »

avec Meryl Streep

Débarquant de son Sud natal, Stingo, un tout jeune Américain venu à New York pour y débuter la brillante carrière d'écrivain dont il rêve, trouve à se loger dans une chambre meublée à Brooklyn. Il fait rapidement la connaissance de ses voisins, un couple qui, dès l'abord, paraît quelque peu perturbé...

En fait, l'action du film réside dans la découverte par Stingo des personnalités réelles et des passés respectifs de Sophie (Meryl Streep) et de Nathan.

Sophie, dont Stingo finit naturellement par tomber amoureux, est polonaise et rescapée des camps de concentration. Elle est marquée par cette période de sa vie et la disparition de tous ses proches.

En outre, elle est poursuivie par le remords. Alors qu'elle prétendait avoir été déportée à cause des prises de position anti-nazies de son père, on apprend que son père était un professeur célèbre pour son antisémitisme. De même, au travers des évocations de sa déportation, elle apparaît, dans la réalité, ni pire ni meilleure que bien d'autres dans les circonstances horribles de la déportation. Mais elle se le reproche et, par réaction, laisse entendre que son attitude a été bien meilleure qu'elle ne le fut en réalité.

Toute cette partie, l'essentiel du film, est assez convaincante. Le personnage de Nathan paraît, lui, plus faible. Juif et américain, il est tout au long du film en proie à des crises de fantaisie exubérante qui, brutalement, se convertissent en colères terribles, frisant la démence. Il commence par expliquer à Stingo qu'il a été traumatisé par le massacre des Juifs en Europe jusqu'à ce que l'on apprenne qu'il est, en fait, complètement dément : schizophrène, paranoïaque, toxicomane, alcoolique et mythomane... excusez du peu !

Trop, c'est trop ! Et au total, cette accumulation de malheurs introduits artificiellement par le personnage de Nathan finit par faire perdre de la crédibilité à celui de Sophie qui se serait suffi à lui-même et, sans doute, au film tout entier.

M.R.

« *Edith et Marcel* » de Claude Lelouch

Pas la peine de vous raconter l'histoire des amours malheureuses d'Edith Piaf et de Marcel Cerdan.

Vu à travers la caméra de Claude Lelouch, cela devient un mélo sans complexe où aucun effet n'est épargné pour tirer la larme au spectateur. Mais quand on va voir ce genre de film, on sait à quoi on s'attend.

En prime, Lelouch ajoute une dimension mystico-religieuse à son film avec des considérations sur le destin et les signes prémonitoires. Edith Piaf croyait, paraît-il, beaucoup aux signes du destin, et comme Lelouch croit à Edith Piaf... Il est aussi à l'aise dans l'étalage chauvin et patriotique des combats de boxe. ***« Et tout ça, ça fait d'excellents Français... »*** *chantait Maurice Chevalier à la même époque.*

Edith et Marcel, dignes représentants de la France pour l'exportation cinématographique nationale à l'étranger. C'est Delors qui va être content !

Pierre CHAMBEY

Sélection cinéma

COUP DE FOUDRE.
de Diane Kurys.

Dans les années de l'après-guerre, deux femmes décident de prendre leur liberté en quittant leur mari... et de vivre ensemble. Un film d'humour, de tendresse et de fraîcheur.

Gaumont les Halles 1[er]. Gaumont Richelieu 2[e]. St-Germain Studio 5[e]. Hautefeuille 6[e]. Marignan 8[e]. Normandie 8[e]. St-Lazarre Pasquier 8[e]. Français 9[e]. Nation 12[e]. Fauvette 13[e]. Gaumont Sud 14[e]. Montparnasse Pathé 14[e]. Bienvenue 15[e]. Convention 15[e]. Mayfair 16[e]. Paramount Maillot 17[e].

DARK CRYSTAL.
de Jim Henson et Frank Oz.

Des marionnettes étourdissantes dans un univers de rêve ou de cauchemar.

Movies Les Halles 1[er] (vo). Paramount Marivaux 2[e]. UGC Opéra 2[e]. Paramount Odéon 6[e] (vo). Paramount City Triomphe 8[e] (vo). Paramount Opéra 9[e]. Max Linder 9[e]. Paramount Bastille 12[e]. Paramount Galaxie 13[e]. Paramount Montparnasse 14[e]. Paramount Orléans 14[e]. St-Charles Convention 15[e]. Paramount Montmartre 18[e]. Secretan 19[e].

GANDHI.
de Richard Attenborough.

Un panégyrique de Gandhi et de la non-violence, mais aussi l'histoire des luttes du peuple indien pour conquérir dignité et indépendance.

Gaumont Les Halles 1[er] (vo). Gaumont Richelieu 2[e]. Cluny Palace 5[e] (vo). Hautefeuille 6[e] (vo). Gaumont Ambassade 8[e] (vo). Français 9[e]. Gaumont Sud 14[e]. Miramar 14[e]. Trois Parnassiens 14[e] (vo). Clichy Pathé 18[e]. Gambetta 20[e].

TOOTSIE.
de Sydney Pollack
avec Dustin Hoffman

Un comédien se fait passer pour une femme. Un film qui égratigne la misogynie des comportements masculins ordinaires.

Forum Cinéma 1[er] (vo). UGC 2[e]. Studio de la Harpe 5[e] (vo). Rotonde 6[e] (vo). UGC Biarritz 8[e] (vo). Colisée 8[e] (vo). Maxeville 9[e]. UGC Boulevard 9[e]. Nation 12[e]. UGC Gobelins 13[e]. St-Charles Convention 15[e]. 14 Juillet 15[e] (vo). Trois Murat 16[e]. Clichy Pathé 18[e].

VICTOR-VICTORIA.
de Blake Edwards.

Une travestie par nécessité sème le trouble chez un macho.

Capri 2[e]. Saint Michel 5[e] (vo). Elysées Lincoln 8[e] (vo). Montparnos 14[e].

LA TRAVIATA.
de Franco Zefirelli.

La Dame aux Camélias d'Alexandre Dumas fils, transposée à l'opéra par Verdi.

Vendôme 2[e] (vo). Studio de la Harpe 5[e] (vo). Gaumont Ambassade 8[e] (vo). Sept Parnassiens 14[e] (vo). Kinopanorama 15[e] (vo).

VARIETES

SOIRÉE AVEC JACQUES DOUAI

Jacques Douai réapparaît sur scène. Sur la scène du petit théâtre pour enfants dont il vient de prendre la direction, et pour que ce théâtre puisse se payer les équipements nécessaires. Comme il l'explique, il n'admet pas qu'on puisse offrir des spectacles médiocres aux enfants. Aux adultes non plus, et son récital le prouve.

Ses chansons sont des poèmes écrits par Prévert, Léo Ferré, Queneau et bien d'autres, poèmes qui ont traversé les années sans perdre leur causticité et leur charge d'émotions.

Jacques Douai les chante comme s'il venait de les choisir spécialement pour ceux qui l'écoutent. On retrouve là une voix émouvante, des paroles qu'on a tous déjà entendues un jour et qu'on a même sans doute fredonnées : *« Les feuilles mortes se ramassent à la pelle, tu vois, je n'ai pas oublié la chanson que tu me chantais... ».*

Anne-Marie BERTIN

Jacques Douai au Théâtre du Jardin. Jardin d'acclimatation (M° Sablons). A 20 h 45. Jusqu'au 10 mai.

Places : 50 F (FNAC : 39 F).

THEATRE

« Maman N et Maman F »

par le Théâtre du Campagnol

Deux vieilles Antillaises se souviennent. Assises à la tombée de la nuit sur le pas de leur porte, sous la véranda, dans le bruit des cigales, elles revivent leur existence. Deux vies différentes par leurs origines sociale, régionale, culturelle, par leur personnalité, leur caractère et par tout ce qui fait la trame des hasards de la vie. Et pourtant deux vies de femme, de mère et d'épouse et aussi deux vies antillaises très proches l'une de l'autre.

Avec beaucoup d'humour, cet humour qui permet aux plus humbles de contrebalancer les difficultés et les brutalités de l'existence, elles ont mené leur barque avec ce courage et ce dévouement qui donnent aux femmes la force de faire face aux maris et aux enfants. Leur vie et leur mémoire se confondent. Elles sont tour à tour petites filles apeurées ou joyeuses, adolescentes éveillées par l'amour et le désir, femmes aimées ou trompées, mères pleines de vitalité ou endeuillées.

A tous points de vue, le spectacle est une réussite. La mise en scène pleine de trouvailles fait insensiblement passer du souvenir à la réalité. Le décor reconstitue avec juste ce qu'il faut de réalisme et de poésie les îles, les couchers de soleil et le ressac de la mer. Les actrices sont émouvantes et drôles d'un bout à l'autre de la pièce.

Mais la plus grande réussite de cette pièce, écrite à partir de récits authentiques de femmes martiniquaises, est de faire vivre toute la condition coloniale des Antilles, de la période de l'esclavage à nos jours.

Alain MARQUET

Jusqu'au 29 avril au Théâtre Victor Hugo à Bagneux, à 2 mn de la Porte d'Orléans, dans la banlieue parisienne. Tous les soirs à 20 h 30 sauf le dimanche à 15 h et le lundi. Prix : 40 F. Collectivités : 25 F. Après le 29 avril, la pièce tournera dans la région parisienne, avant de partir en province.

Sélection télévision

Samedi 23 avril

FR3. 20 h 35. Saint-John Perse. Pour ceux qui aiment la poésie, vous pouvez découvrir la vie et la poésie de ce poète né en 1887, mort en 1975, qui fut aussi diplomate, secrétaire général au quai d'Orsay et s'exila 17 ans aux Etats-Unis à cause de son opposition à Hilter en 1940. Ses poèmes sont récités par Laurent Terzieff.

21 h 25. TF1. Droit de réponse. L'émission de Michel Polac est consacrée aux accidents du travail. On annonce la présence de patrons, d'inspecteurs du travail et, ce qui n'est pas si courant, des travailleurs.

Dimanche 24 avril

21 h 40. A2. A la recherche de Guillaume Apollinaire. A travers photos et témoignages, nous suivons la vie de ce poète qui vécut dans le Paris de la « Belle Epoque », s'engagea en 1916, partit au front et mourut 2 ans plus tard.

22 h 25. TF1. Vivre un cauchemar : **Ravensbrück.** Une survivante du camp témoigne.

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit : **Les misérables** de Raymond Bernard (1933) avec Harry Baur. Troisième partie du classique de Victor Hugo.

Lundi 25 avril

20 h 35. TF1. Le divorcement. Film avec Michel Piccoli et Léa Massari. Mariés depuis 20 ans, Philippe et Rosa décident de divorcer. Ce film s'attache surtout aux répercussions de ce divorce sur les enfants du couple.

20 h 35. FR3. Film : **Le voleur** de Louis Malle (1966) avec Jean-Paul Belmondo. Une adaptation réussie du roman de Georges Darien.

Mardi 26 avril

20 h 30. FR3. La petite fille en velours bleu. Film avec Michel Piccoli et Claudia Cardinale. A la veille de l'offensive de 1940, un milliardaire héberge chez lui un médecin autrichien juif et une comtesse italienne qui fuit l'Italie fasciste. Le médecin tombe amoureux de la fille de celle-ci.

Mercredi 27 avril

20 h 30. TF1. Mercredis de l'information : L'Afrique blanche. Reportage sur les sociétés européennes et américaines, sur les importants intérêts commerciaux en Afrique après l'indépendance. L'Afrique dominée par l'impérialisme français, américain, etc.

Jeudi 28 avril

20 h 35. A2. Résistances. Parmi les sujets prévus par le magazine des droits de l'homme : les Indiens du Brésil, le Bangla-Desh, le Mali. Madame la présidente entend bien se valoriser, elle et son mari, en profitant de l'émission pour lancer une opération « crayons et papiers » pour l'Afghanistan et le Salvador.

20 h 35. FR3. L'insurrection, film en version originale sous-titrée. Nicaragua 1979. Ce film relate, à travers l'histoire d'une famille, les derniers soubresauts de la dictature Somoza avant le triomphe de l'insurrection du front national sandiniste. Le film sera suivi d'un débat auquel participeront, outre l'auteur, le député socialiste suisse Jean Ziegler (auteur d'un livre sur les rebelles du Tiers Monde), l'ethnologue Robert Jaulin et un attaché à l'UNESCO.

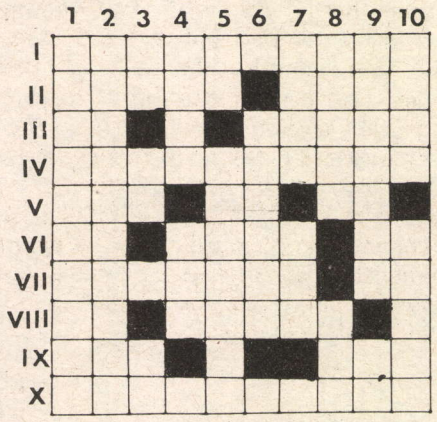
Vendredi 29 avril

20 h 35. TF1. Montand international. Un montage de séquences de la dernière tournée du chanteur à l'Olympia, Maubeuge, Los Angeles...

20 h 35. FR3. Adieu Mao, bonjour la Chine ! Une présentation de la Chine au travers d'extraits de films chinois. Il semble que cette émission soit avant tout consacrée avec nostalgie à « la Chine éternelle » avec son passé historique, ses traditions et son folklore et non à une présentation de la Chine d'aujourd'hui.

23 h 5. A2. Ciné-Club. Cycle Michel Simon : Tire-au-flanc. Film muet de Jean Renoir. Comédie qui a pour cadre la vie militaire ; avec les déboires de Jean Dubois d'Ombelle et son valet Turlot (Michel Simon).

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Contradiction. II. Un chrétien pour un Arabe musulman. Grecque. III. En dur. Décoras. IV. A suivre. V. Noble. Note. Voyelles. VI. Saisir (épelé). César le voulait pour ancêtre. Forme d'être. VII. En Algérie. Réfléchi. VIII. Attrapé. Placées. IX. Pas dur, à remettre dans l'ordre. Poême lyrique. X. Fait la cour.

VERTICALEMENT. — 1. De plus en plus fort, de plus en plus petit. 2. Antiquité, pour un écolier de 1983. 3. Vieux pouvoir. Fin de participe. Langue. 4. Arabique oriental. Mis dans le désordre. 5. Avec lui, rien d'impossible. Eclaircit. 6. De vives voix. 7. D'embarras, nous débarrassa. Directions. 8. Colonies grecques d'Asie Mineure. Propre à chacun. 9. Mammifères aquatiques. Note. 10. Fichu en argot. Nombre anglais.

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	A	P	P	R	E	H	E	N	D	E
II	G	E	L	A	T	i	N	E	U	X
III	G	L	A	C	i	E	R	■	■	T
IV	L	E	G	E	R	■	O	C	R	E
V	O	R	E	■	E	C	U	R	E	R
VI	M	i	■	C	R	i	E	E	■	M
VII	E	N	E	E	■	E	M	E	R	i
VIII	R	A	T	■	A	L	E	■	O	N
IX	E	G	A	U	X	■	N	O	T	E
X	R	E	i	N	E	■	T	U	E	R

La grève des internes en médecine continue

Depuis plus de deux mois, les étudiants en médecine font grève, essentiellement pour s'opposer au projet de nouvel examen en fin de sixième année. Par ailleurs, depuis un mois les internes et chefs de clinique des centres hospitaliers universitaires (CHU) ont décidé la grève, n'assurant plus que les urgences, pour réclamer, notamment, un statut leur garantissant une carrière dans le cadre de la médecine hospitalière. A leur tour les professeurs et chefs de service des CHU ont décidé une grève illimitée des soins et des cours à partir du 22 avril, les médecins des autres hôpitaux devant prendre une décision de même nature le 23 avril.

Massivement suivis dans les CHU, ces mouvements ont en commun l'inquiétude que ressentent les futurs médecins et les internes, même s'ils ont des points de départ divers dont ne sont sans doute pas absentes des arrière-pensées politiques (car ce n'est que maintenant que se manifeste ouvertement le refus d'une réforme des études et du système hospitalier, présentée certes par l'actuel gouvernement mais préparée et annoncée par son prédécesseur).

MÉDECINS : UN STATUT ET UNE CARRIÈRE QUI ONT CHANGÉ

Depuis une vingtaine d'années, la carrière médicale, les perspectives sociales et professionnelles qu'elle ouvre se sont sensiblement modifiées. Ainsi dans ce laps de temps, le nombre des praticiens a quasiment été multiplié par trois (on compte actuellement près de 120 000 médecins), à tel point que dans certaines villes, les cabinets privés se marchent pratiquement sur les pieds. Bien sûr, la situation n'est pas la même à la campagne ou dans certaines régions (le Nord ou l'Est), mais ce n'est généralement pas là que choisissent de s'installer les médecins privés.

Du coup, la médecine traditionnelle de cabinet n'apparaît plus tout à fait comme cette voie royale (qu'elle fut dans un passé récent) vers un statut social élevé promettant des revenus en conséquence. Aujourd'hui un médecin privé — surtout un généraliste — ne peut guère espérer atteindre un revenu de cinq à dix millions anciens (ce qui n'était pas rare il y a quelques années), même si l'augmentation de la consommation médicale par la population a partiellement compensé le manque à gagner dû à l'accroissement du nombre des cabinets.

Cette dépréciation du statut de la médecine privée (qui ne concerne guère les spécialistes et qui reste, même pour les généralistes, toute relative et en tout cas incomparable avec celle qu'ont connue par exemple les instituteurs, ces notables locaux du début du siècle), cette dépréciation n'est d'ailleurs pas imputable à la seule concurrence interne à la profession. Aujourd'hui l'évolution de la profession pousse vers la spécialisation, une spécialisation que l'on ne peut acquérir que dans le cadre d'un travail hospitalier à plein temps sur plusieurs années. Avant 1958 et la réforme Debré des études médicales, de nombreux médecins établis pouvaient concilier une activité hospitalière et de cabinet, le praticien privé pouvant se prévaloir, auprès de sa clientèle de ville, de sa notoriété d'attaché de consultation à l'hôpital. La réforme Debré ayant restreint cette possibilité et les perspectives d'installation en ville devenant un peu plus aléatoires, de nombreux médecins s'orientèrent vers une carrière hospitalière. Ceux qui ne possédaient ni cabinet en ville, ni laboratoire ou clinique privée, se trouvaient dédommagés — du moins les grands patrons — par la possibilité d'avoir, à l'hôpital même, des lits privés, possibilité qui vient d'ailleurs d'être récemment remise en cause.

POURQUOI LA GRÈVE DES INTERNES ?

Ayant réussi un concours de haut niveau, les internes appartiennent en quelque sorte au « gratin » des jeunes médecins. Certes, après six années d'études, les internes gagnent bien moins que d'autres médecins qui s'orientent tout de suite vers le privé, et cela malgré un travail hospitalier plus dur et plus astreignant. Mais au terme des huit ou dix ans de son internat hospitalier, l'ex-interne ou chef de clinique pouvait espérer ouvrir un cabinet en ville, « *visser sa plaque* » disent les médecins en ajoutant la mention d'ancien interne de tel ou tel hôpital, ce qui lui garantissait une certaine notoriété et la clientèle l'accompagnant ainsi que des revenus élevés. Cette perspective alléchante permettait de prendre son mal en patience (aidé financièrement le plus souvent d'ailleurs par une famille aisée), la véritable carrière commençant vers trente-cinq, voire quarante ans.

Seulement voilà, aujourd'hui ils ne peuvent plus espérer terminer aussi facilement dans le privé et avec les mêmes avantages sociaux et financiers.

Parce que le nombre croissant des médecins diminue la clientèle potentielle de chacun et que la Sécurité sociale fixe les tarifs des consultations et soins, et donc indirectement les revenus escomptables.

Alors, rester à l'hôpital ? Seule une petite minorité peut l'espérer. D'abord parce que les places sont rares, d'autant plus rares que l'on gravit les échelons de la pyramide hospitalière, de l'interne au chef de clinique, puis à l'assistant et enfin au « patron », le chef de service. Ensuite parce que les pouvoirs publics se refusent à créer des postes et à ouvrir des services supplémentaires.

DANS LES SERVICES

Après six années d'études et un concours difficile, un interne gagne entre 6.000 F et 7.000 F par mois pour des horaires pouvant atteindre soixante heures par semaine, et souvent plus en chirurgie. Ceux qui passent chefs de clinique gagnent un peu plus de 10.000 F et travaillent un peu moins. Mais, de fait, durant les huit années qu'ils passent à l'hôpital, les uns et les autres assurent la majorité des soins, ayant finalement en charge la bonne marche des services, tout en n'ayant qu'un statut de « vacataires », c'est-à-dire de personnel non titularisé.

C'est sans doute cela qui vaut aux internes grévistes la sympathie d'une partie au moins du personnel soignant des services (infirmières, aides-soignantes, agents hospitaliers), et parfois aussi quelques remarques, comme dans ce service du CHU de Limoges où des employées constataient que « *la grève lui fait du bien* » à l'interne, « *c'est bien la première fois qu'il nous parle !* ».

QUE VEULENT-ILS ?

Les revendications des grévistes se situent à deux niveaux.

Concernant l'amélioration de leurs conditions de travail, les internes ont déjà obtenu quelques assurances. Les maladies professionnelles sont reconnues, trois gardes sur cinq leur sont payées au lieu de deux avant, et les remboursements de la Sécurité sociale en cas de maladie se font sur la totalité de leur rémunération et pas seulement sur la moitié.

Reste l'avenir. Toutes sortes de revendications ont été avancées, qui correspondent à la diversité des aspirations. Certains aimeraient obtenir la possibilité d'exercer dans le privé en maintenant leurs revenus par le biais d'un dépassement des taux fixés par la Sécurité sociale (le secrétaire d'Etat à la Santé, Hervé, a déclaré qu'il ne « *s'opposerait pas à une bonification tarifaire* »). D'autres, attirés par la fonction hospitalière — ils sont de plus en plus nombreux dans les nouvelles générations —, voudraient un accroissement du nombre de postes titulaires. Et tous exigent au moins de connaître le contenu exact des projets de réforme que prépare le gouvernement.

L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT

Ce mouvement a posé au gouvernement un double problème politique et financier.

Politiquement, celui-ci a reculé d'abord en renvoyant Ralite, l'ancien ministre de la Santé, pour complaire aux nombreux réactionnaires du milieu médical auxquels l'idée d'avoir un ministre PCF donnait des boutons. Ensuite, il s'est gardé de crier au scandale, tout comme la presse d'ailleurs, devant une grève des soins qui eût été sans doute jugée inadmissible de la part d'infirmières ou d'aides-soignantes. Enfin, le gouvernement est revenu pratiquement sur la plupart de ses projets de réforme du système hospitalier ou des études médicales (il a ainsi un peu moins fermé la porte de l'internat et de la spécialisation aux étudiants en médecine). Ce n'est pas cette attitude conciliante du gouvernement qui a fait reculer le mouvement : au contraire, à chaque concession il s'est durci et étendu en attendant complète satisfaction.

Financièrement, il est évident que le gouvernement (pas plus que le précédent qui avait les mêmes projets de réforme) ne peut assurer à un nombre croissant de médecins des privilèges appartenant à l'âge d'or de la médecine libérale, même s'il est prêt à être moins rigoureux dans l'application de la « rigueur » pour les médecins que pour la majorité de la population.

Les médecins qui défendent avec acharnement la médecine dite libérale, c'est-à-dire privée, sont évidemment en pleine contradiction quand, aujourd'hui, ils se tournent vers l'Etat en espérant lui imposer le maintien artificiel d'avantages que la médecine libérale ne procure plus aussi facilement.

Cette situation n'est pas propre au corps médical. Aujourd'hui, la société bourgeoise n'a plus les mêmes moyens d'offrir aux enfants de la petite et moyenne bourgeoisie les situations aisées sinon dorées auxquelles ils aspirent.

Certes ce mouvement est corporatiste et sans doute non dénué de préoccupations politiques. Mais il montre aussi que les internes ne sont pas décidés à se laisser faire, qu'ils se donnent les moyens de le faire savoir.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995.